

PETER NIGGLI

La mondialisation, et après...

Quel développement au 21^e siècle ?

Préface de la conseillère fédérale
Micheline Calmy-Rey

*Traduit de l'allemand par
David Fuhrmann et Michel Egger*



Édité par la Communauté de travail

Swissaid • Action de Carême •

Pain pour le prochain •

Helvetas • Caritas • Eper

© Communauté de travail Swissaid • Action de Carême • Pain pour le prochain • Helvetas • Caritas • Eper pour la version française, 2004 (Monbijoustrasse 31, Case postale 6735, 3001 Berne).

Photo de couverture (enfant à Djigibombo, Mali) : Wolfgang F. Meier

Mise en pages : Atelier La Rebuse, CH-1038 Bercher

ISBN : 3-033-00223-4

Avant-propos

*Par Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale,
cheffe du Département fédéral des affaires étrangères*

La mondialisation concerne tout un chacun – et la société civile contribue activement au débat sur les règles du « jeu global ». C'est ainsi que la Communauté de travail des six grandes organisations helvétiques d'entraide – Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et Eper – se fait le porte-parole du Sud. Très bien implantées dans notre population, ces ONG suisses ont une vaste expérience pratique de la coopération avec les pays de l'hémisphère Sud. Elles connaissent les besoins des populations défavorisées et ont qualité pour donner une voix, chez nous, à ces pays.

Le présent ouvrage expose l'analyse de la mondialisation que fait la Communauté de travail et les stratégies que celle-ci propose en matière de développement. Même si le membre du gouvernement que je suis n'approuve pas toutes les analyses ou revendications présentées ici, ce sont là des sujets dont il faut parler – et un dialogue ouvert sur les grands défis politiques du développement me tient à cœur.

Je souhaite exprimer ici le point de vue du gouvernement sur quelques aspects de la mondialisation et de la politique suisse de développement. Il ne fait pas de doute que la mondialisation profite à la Suisse, dont l'économie est largement orientée vers l'exportation. Mais nous devons aussi nous rendre compte qu'il y a des perdants de la mondialisation partout dans le monde, et même dans notre pays. Le monde globalisé appelle ainsi une « politique intérieure » à l'échelle de la planète. La Suisse s'engage en faveur d'une mondialisation dont tout le monde – même les pays les plus démunis – devrait pouvoir profiter.

Les organisations internationales, et plus particulièrement les Nations unies, ont un rôle clé à jouer face aux défis planétaires de notre époque. Aussi longues et laborieuses soient-elles à finaliser, les résolutions prises par l'Assemblée générale de l'ONU sont réalistes et bénéficient d'une approbation générale. La petite Suisse caractérisée par un régime de démocratie directe s'emploie à ce que tous les pays puissent contribuer, sur un pied d'égalité, aux solutions qui concernent notre monde. C'est pourquoi nous soutenons l'idée de renforcer les organes des Nations unies et avons même formulé des propositions concrètes pour la réforme de l'ONU.

Aujourd'hui encore, 46% des Africaines et Africains ont moins d'un dollar par jour pour subsister. La première des tâches internationales pour les dix ans à venir est de réduire de moitié la pauvreté extrême dans le monde. Ce défi fait partie des huit objectifs du Millénaire pour le développement adoptés à l'unanimité par les Nations unies en l'an 2000, et qui visent entre autres à améliorer l'éducation, à réduire la mortalité infantile et maternelle ou à combattre le sida et d'autres maladies. La Suisse, elle aussi, s'est engagée à poursuivre ces objectifs, et y a adapté sa coopération au développement. Cela demandera davantage de moyens financiers à l'avenir, mais ce n'est pas seulement une question d'argent. Le partenariat pour le développement négocié à Monterrey nous oblige aussi à offrir aux pays en développement la possibilité d'accéder plus facilement aux marchés, au savoir et au travail – faute de quoi nos investissements dans la coopération n'auront guère d'impact à long terme.

Je me rends bien compte qu'une ouverture accrue de notre marché aux pays en développement soulève des problèmes difficiles sur le plan politique. Il incombe à la Suisse de les affronter dans l'optique d'une politique étrangère qui se veut avant tout cohérente.

Notre coopération internationale aide les pays du Sud à surmonter leurs difficultés. Mais nous devons aussi nous souvenir que les épidémies, les flux migratoires et les répercussions des conflits ne s'arrêtent pas à nos frontières, qu'en d'autres termes, notre politique de développement représente aussi un investissement dans l'avenir et la sécurité de la Suisse.

Introduction

Lorsqu'on se mêle de politique dans l'espoir d'infléchir le cours des choses, il convient de suivre attentivement l'actualité et de réexaminer de temps à autre les objectifs et la stratégie que l'on s'est donnés.

Ce principe vaut aussi pour la Communauté de travail des six œuvres d'entraide Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et Eper. Celles-ci ont fondé la Communauté de travail en 1971, dans le but de compléter leur action dans les pays en développement par un effort commun de pressions politiques et de relations publiques en Suisse. Le travail de terrain sur place est essentiel pour combattre la pauvreté et la misère et aider les populations démunies à prendre leur destin en mains; mais il est en même temps nécessaire de faire bouger les choses au Nord, d'instituer de nouvelles règles politiques et économiques pour donner aux pays pauvres une chance de prendre la voie d'un développement vraiment autonome. La Communauté de travail entend exercer une influence sur la politique de la Suisse, dans un sens favorable aux pays en développement et aux populations les plus pauvres de notre monde.

Ces actions combinées d'aide à l'autopromotion au Sud et de travail politique au Nord sont plus que jamais d'actualité. La situation internationale et les rapports de force à l'échelle planétaire ont évolué ces dernières années dans un sens défavorable aux pauvres et aux pays en développement. Les espoirs suscités par la fin de la guerre froide, au début des années 1990, se sont évaporés. Le fossé entre le Nord et le Sud, entre riches et pauvres, est devenu encore plus profond. Il y a un blocage des propositions visant à doter notre monde de structures

plus durables, à protéger l'environnement pour les générations futures. Il manque aux pays industrialisés la volonté politique d'atteindre les objectifs de lutte contre la pauvreté, qui ont été énoncés et adoptés dans le cadre de conférences internationales. Il est redevenu habituel d'intervenir militairement pour défendre ses intérêts hégémoniques.

Ces phénomènes ont suscité en même temps un vaste mouvement international de protestation, qui ne saurait être ignoré. Mouvements de base et organisations non gouvernementales, au Sud et au Nord, revendiquent une autre mondialisation qui respecte les biens publics de la planète, garantisse une utilisation équitable du sol et de l'eau, le droit à la santé et à l'éducation pour l'humanité tout entière.

Quelle est la position des œuvres d'entraide et de leur Communauté de travail face à cette situation? Quels sont, à leurs yeux, les principaux défis politiques inhérents à la problématique du développement à l'aube du *xxi*^e siècle? Quelles solutions concrètes proposent-elles? Une « mondialisation à visage humain » est-elle vraiment réaliste, et, si c'est le cas, dans quelles conditions? Quelle stratégie la Communauté de travail doit-elle adopter pour défendre efficacement cette cause en Suisse?

La Communauté de travail et les responsables des six organisations qu'elle regroupe ont mené sur ces questions un débat intense et approfondi au cours des trois dernières années. Il en est résulté trois documents dont deux sont publiés dans ce livre. Le troisième, « La stratégie de la Communauté de travail des organisations d'entraide », est consultable sous www.swisscoalition.ch.

Dans son « Plaidoyer pour un changement de cap », Peter Niggli, directeur de la Communauté de travail, analyse le contexte international auquel les pays en développement et les milieux engagés dans la politique de développement se trouvent confrontés aujourd'hui. La Communauté de travail s'est inspirée de cette analyse pour élaborer des lignes directrices visant à instaurer une nouvelle politique économique internationale, une gouvernance globale et une politique de développement digne de ce nom. Ces lignes directrices proposent des alternatives concrètes et réalistes à la politique de mondialisation

économique actuellement dominante et constituent une référence pour le travail de la Communauté de travail en Suisse. Elles offrent un guide précieux pour toutes celles et ceux qui souhaitent s'engager avec nous pour l'avènement d'un monde plus juste.

Caroline MOREL

Présidente de la Communauté de travail
Swissaid • Action de Carême • Pain pour le prochain •
Helvetas • Caritas • Eper; directrice de Swissaid

Berne, juillet 2004

**PLAIDOYER
POUR UN CHANGEMENT DE CAP**

1. Espoirs réduits en miettes

« Hors du monde occidental, le capitalisme est considéré avec une hostilité croissante, comme un régime d'apartheid fermé au plus grand nombre. La conscience croît, même parmi certaines élites, qu'on ne deviendra jamais des acteurs productifs dans le jeu capitaliste global en dépendant uniquement et éternellement des capitaux extérieurs [...]. C'est pourquoi, hors de l'Occident, les avocats du capitalisme battent en retraite. Très influents il y a encore une décennie, ils sont aujourd'hui de plus en plus regardés comme des apologistes de la misère et des injustices qui affectent encore la majorité des gens. »

Hernán DE SOTO¹

Quelques pays sud-américains ont vu s'élever à la fin des années 1980 un vent de révolte libérale. C'est ainsi qu'au Pérou le célèbre écrivain Mario Vargas Llosa s'est porté candidat à la présidence avec un manifeste de capitalisme libéral. Ses atouts étaient les erreurs du passé : des politiciens populistes avaient abondamment pointé du doigt les graves injustices liées aux sociétés de classes du continent, mais en apportant peu ou pas de changements réels. Cette révolte libérale se nourrissait d'un dégoût largement répandu pour le verbiage politique spécieux, qu'il soit national-populiste, national-anti-impérialiste ou de gauche. Le discours des rebelles libéraux eut, par contraste, un effet de fraîcheur attrayante sur une partie de l'opinion. Si le marché mondial avait pu enrichir la Corée du Sud ou Taiwan, promettaient-ils, un capitalisme de bon aloi pourrait aussi enrichir les pauvres d'Amérique du Sud².

Les succès de ce sursaut libéral ont été spectaculaires mais de très courte durée. L'Argentine est apparue pendant quelques années comme l'exemple le plus brillant d'une conversion réussie au vrai capitalisme, jusqu'à ce qu'elle se voie incapable, à fin 2001, d'honorer les crédits du Fonds monétaire international (FMI) et qu'elle s'enfonce dans une grave crise économique. Aujourd'hui, l'esprit de la révolte libérale est bien mort en

plaidoyer pour un changement de cap

Amérique du Sud. Pour gagner des élections démocratiques sur ce continent, il faut promettre des alternatives au néolibéralisme et à la main pesante de Washington. Ce ne sont plus des Vargas Llosa ou Fernando Cardoso qui incarnent l'esprit du temps, mais des leaders syndicaux tels que Lula da Silva, qui a gagné en 2002 les élections présidentielles du Brésil.

De l'autre côté de la planète, en Asie du Sud-Est, les États-Unis imposèrent un programme de libéralisation aux pays que Vargas Llosa prenait comme modèles. À partir de la fin des années 1980, de jeunes technocrates formés aux États-Unis soumièrent leurs pays à une ouverture radicale du secteur financier, jusque-là protégé. La Banque mondiale se félicita que cette libéralisation des mouvements de capitaux éliminait le dernier obstacle à l'intégration des pays du Sud-Est asiatique dans le marché mondial. Ensuite, des centaines de milliards de dollars affluèrent en quelques années dans ces pays qui ne souffraient d'aucune pénurie de capitaux, mais pratiquaient des taux d'épargne et d'investissement parmi les plus élevés du monde. Cela entraîna une masse d'investissements mal inspirés, une dégradation croissante de la balance commerciale et une flambée des spéculations monétaires. Le boom des investissements en Asie du Sud-Est fut la première grande bulle financière des années 1990 ; elle éclata en 1997-1998. Ce que l'on a appelé la « crise financière asiatique » s'étendit rapidement et manqua de faire sombrer l'ensemble des marchés financiers internationaux. La deuxième bulle financière – la fièvre de l'informatique et des télécommunications entre 1996 et 2000 – absorba entre autres des capitaux qui avaient été précipitamment retirés d'Asie.

En Asie, la crise financière fit perdre toute crédibilité à la propagande pour la mondialisation et à l'euphorie libérale, telles que les préconisaient Washington et les élites occidentales. Depuis lors, l'avenir politique appartient à qui donne au capitalisme de son pays une perspective nationale et asiatique. Il est symptomatique, à cet égard, que le gouvernement thaïlandais ait organisé en été 2003 des cérémonies particulières lorsqu'il a remboursé au FMI, avant terme, le crédit de 12 milliards de dollars qu'il avait obtenu à la suite de la crise financière. Le premier ministre Thaksin Shinawatra qualifia ce remboursement de « libération » de la Thaïlande. Il promit à ses concitoyens que le

pays ne serait plus la « proie » du capital étranger et ne quémanderait plus l'aide du FMI. Cependant, Thaksin – combattant l'influence illégitime du « capital international » – n'a rien d'un Lula : avant de remporter les élections en 2001, il était l'un des grands néocapitalistes de la Thaïlande, devenu milliardaire grâce à la téléphonie mobile³.

Malgré l'échec politique de la révolte libérale, les pays en développement ont, au cours des quinze dernières années, subi la montée en puissance d'un capitalisme dérégulé qui a pour cible le marché mondial. Il est, dans la plupart de ces pays, si débridé que les États-Unis – patrie du libéralisme économique – disposent comparativement d'un État social magnifiquement doté et surréglementé⁴. C'est bien pourquoi les espoirs suscités par la révolution libérale se sont avérés une illusion sans lendemain. Un des théoriciens les plus connus de la révolte libérale, l'économiste péruvien Hernán de Soto, a ainsi fait le bilan résigné que nous citons en exergue de ce chapitre.

Les élites qui donnent le ton dans les pays industrialisés, aux États-Unis en particulier, ont vécu un passage analogue de l'espoir à la déception. À l'époque, après l'effondrement de l'empire soviétique, le monde entier semblait heureux de s'adonner au capitalisme et au libéralisme (et, accessoirement, d'ouvrir les marchés aux pays industrialisés). De nombreux pays « hostiles » avaient disparu de la carte. Les chefs d'État qui, jusqu'en 1989, avaient coutume d'exprimer leurs programmes politiques en termes nationalistes, de non-alignement, anti-impérialistes ou marxistes, adoptaient désormais la rhétorique de l'économie de marché et de la démocratie en recherchant l'amitié des États-Unis. En dépit de sujets d'irritation – notamment l'agression du Koweït par Saddam Hussein ou l'implosion de plusieurs pays dans le chaos de guerres civiles –, les élites des pays industrialisés croyaient que le monde prenait, dans l'ensemble, une direction en accord avec leurs désirs.

Le boom économique de la seconde moitié des années 1990 est venu les conforter dans cette conviction. On semblait avoir trouvé aux États-Unis le moyen de relancer la croissance économique sans inflation, d'accroître la productivité et de dépasser le problème des crises cycliques propres à l'économie

plaidoyer pour un changement de cap

capitaliste. Tant le directeur de la Banque centrale américaine Alan Greenspan – qui jouissait à l'époque d'un statut divin – que des économistes anglo-saxons de premier plan annoncèrent alors l'avènement d'une étrange « nouvelle économie » qui ne serait plus assujettie aux tristes « lois » de la « vieille économie ». Ce message de salut fut transmis en direct aux élites européennes lors des réunions du Forum économique mondial de Davos, d'où il conquist le gros de l'opinion en Suisse comme dans le reste de l'Europe. L'effondrement des cours boursiers en 2001-2002 a mis fin à cette croyance. La « nouvelle économie » s'est achevée par une crise économique mondiale tout ce qu'il y a de plus ordinaire. De plus, on n'a pas tardé à découvrir que ses succès mirobolants étaient en partie attribuables aux bilans subtilement maquillés de certaines grandes entreprises.

L'euphorie avait été perturbée une première fois en 1997-1998 par la crise asiatique. Ce n'est pas un hasard si le mouvement protestataire contre la mondialisation a gagné de l'ampleur au même moment et accentué alors le renversement d'opinion parmi les élites des pays industrialisés⁵.

Ce mouvement protestataire relança sur la scène internationale des courants d'opinion dont les précurseurs étaient tombés dans une crise existentielle en 1989. Les espoirs soulevés par la libération des anciennes colonies et par les tentatives latino-américaines de secouer le joug des États-Unis avaient été fortement ébranlés dans les années 1980. La « troisième voie » entre capitalisme et communisme semblait déboucher sur la répression, l'endettement, l'inflation galopante et la mauvaise gestion. Et les pays en développement qui optaient pour la « voie socialiste » avaient souvent une image encore plus déplorable. Ces années de désenchantement aboutirent à l'effondrement de l'Union soviétique en 1989. Cela fit reculer ou disparaître les forces politiques des pays en développement qui avaient pris l'URSS comme alliée – et parfois comme modèle – contre les États-Unis et les anciennes puissances coloniales.

Quelle est l'efficacité potentielle de ce nouveau mouvement protestataire ? Cela dépendra pour une bonne part de son aptitude à analyser les théories et la politique de ses prédécesseurs, à en comprendre les erreurs, à résister à la tentation d'un mauvais *remake* de la lutte anticolonialiste des années 1950 à 1980.

Les gouvernements des pays industrialisés et les cadres des grandes multinationales ont répondu aux fortes réactions contre la mondialisation par une volonté rhétorique de réformes : ils ont promis de donner un « visage humain » à la mondialisation et de chercher à combattre la misère absolue. Reste à savoir si ce qu'ils sont prêts à changer dans un sens « humain » sera suffisant ou manquera largement la cible – c'est en tout cas l'objet du débat qui voit s'affronter aujourd'hui les nations industrialisées, les pays en développement et le mouvement altermondialiste⁶.

Survenus en pleine querelle sur la mondialisation et alors que le charme de la « nouvelle économie » se dissipait, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont porté un coup brutal à la « confiance dans le monde » que le triomphe de 1989 avait donnée à nos élites. Nombreux sont aujourd'hui – surtout aux États-Unis – ceux qui voient la planète à nouveau divisée entre amis et ennemis. Alors qu'on croyait en 1989 que la division Est-Ouest était enfin dépassée, et que celle entre le Nord et le Sud le serait sans doute bientôt, des courants d'opinion influents dans les pays industrialisés voient depuis 2001 la résurgence d'un « Occident opposé au reste du monde », avec la mission de défendre « notre civilisation » contre la « barbarie »⁷.

2. Problèmes complexes

« Votre misère me débecte ! »
Un autocollant⁸

Quinze ans après la naissance du « nouvel ordre mondial », nous sommes aujourd'hui confrontés à des problèmes synonymes de désordre, tension et déstabilisation.

La crise du système étatique

Une fois le corset de la guerre froide abandonné, de nombreuses fissures se sont ouvertes dans le système étatique international. Ces phénomènes de désagrégation affectent en particulier les États historiquement très jeunes, arbitrairement bricolés par les anciennes puissances coloniales européennes. Certains ont purement et simplement implosé. C'est surtout en Afrique que les problèmes s'accumulent. Il est notoire que les colonies ont non seulement fragmenté l'habitat et les structures politiques traditionnelles, mais aussi souvent uni des territoires d'anciens États chasseurs d'esclaves à ceux de leurs victimes. Cet assemblage contraignant de peuples antagonistes permettait, à l'époque, de contrôler les colonies à moindres frais ; il a ensuite lourdement hypothéqué l'avenir des États africains indépendants.

Des forces centrifuges se sont également manifestées après 1989 dans nombre de pays multiethniques, à commencer, bien sûr, par l'écroulement de l'empire soviétique et les États qui en sont issus, ainsi que la Yougoslavie ; les élites au pouvoir y avaient perdu leur légitimité. Se sont également affaiblis les pays dont les gouvernements avaient été étroitement alliés à Moscou ou à Washington, disposant ainsi de moyens disproportionnés pour maintenir l'unité de leurs territoires et éliminer

plaidoyer pour un changement de cap

les opposants. Certains pays enfin – l'Angola, l'Afghanistan, le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua – qui avaient été utiles aux deux blocs comme champs de bataille indirects de la guerre froide, puis abandonnés à eux-mêmes, en sont restés durablement bouleversés.

Cette crise du système politique international provoque d'énormes problèmes. Premièrement, elle détruit les bases de la vie, voire l'existence physique de millions de personnes qui habitent ces régions depuis toujours. Deuxièmement, les bandes armées et les mercenaires qui hantent ces zones constituent un danger pour les pays voisins. Troisièmement, on ne voit guère comment remédier à cette situation. Des solutions internes sont ardues, car les chefs militaires peuvent, d'une part, étouffer dans l'œuf toute opposition civile, et, d'autre part, recourir à des ressources externes (commerce de drogues et de diamants, soutien de gouvernements intéressés). Il est très difficile de tarir ces flux de ressources. Quant aux solutions externes, sous forme d'interventions « pour ramener l'ordre » ou « à titre humanitaire », elles peuvent apporter un soulagement provisoire. Cependant, comme dans toutes les interventions – qui ont d'ailleurs contribué à l'actuelle crise du système étatique international –, le risque est considérable de créer de nouveaux antagonismes (voir chap. 6, pp. 77 ss.).

Depuis le 11 septembre 2001, l'interventionnisme est très à la mode, quoique « à la carte » – en fonction des intérêts et du coût de l'opération. Les gouvernements occidentaux considèrent les États qui ont imposé (*failed states*) ou risquent de s'effondrer, comme l'un des plus grands dangers pour la sécurité du monde. Depuis que Al-Qaïda a joui de l'hospitalité afghane, on soupçonne tout État désagrégé ou en voie d'implosion de servir de base à des terroristes internationaux. À côté des interventions directes qui coûtent très cher, les États-Unis et leurs alliés encouragent des interventions indirectes à peu de frais, qui contribuent à accroître encore les phénomènes de déstabilisation. C'est le cas, par exemple, lorsque les États-Unis laissent le gouvernement éthiopien agir à sa guise sur le territoire de l'ancienne Somalie – ce dont il profite pour saboter les tentatives de reconstruire un État sur les vestiges d'institutions claniques et tribales traditionnelles.

Il va de soi que la crise du système des États ne fait pas que bloquer tout développement dans les régions affectées : les chocs et le marasme économiques ont eux-mêmes contribué dans certains cas à déclencher ou amplifier la crise.

Démocratie et droits de l'homme : des progrès fragiles

L'effondrement de l'empire soviétique a signifié la fin de quelques-unes des pires dictatures ; elle a aussi mis en difficulté certains régimes dictatoriaux dans d'autres régions du monde. On a parlé d'une « troisième vague » de démocratisation, estimant que l'expansion de l'économie de marché et celle des démocraties libérales constituaient deux processus parallèles qui se fécondaient mutuellement.

Cette vague de révolutions démocratiques a cependant bien souvent abouti à des résultats décevants. Nombre des nouvelles « démocraties » sont, en fait, des régimes autoritaires à façade démocratique. Elles ont instauré une liberté de la presse bien limitée, autorisé la création de quelques organisations non gouvernementales (ONG) et privatisé les entreprises publiques ; ce sont en règle générale les anciennes élites et une nouvelle génération de protégés qui ont pu mettre la main sur l'ancienne « propriété de l'État ». La plupart de ces pays ont des élections générales auxquelles participent plusieurs partis, mais les parlements ainsi élus ne servent qu'à conférer une légitimation internationale au nouveau pouvoir en place. Les mouvements politiques susceptibles de mettre celui-ci en question restent systématiquement tenus en échec, quand ils ne sont pas carrément réprimés. Un changement de pouvoir par les élections est impossible dans ce genre de « démocraties ».

Alors qu'on pouvait au début excuser certaines entorses aux principes démocratiques en les qualifiant de phénomènes provisoires, il est plus réaliste aujourd'hui d'admettre que les nouvelles élites s'accrocheront à ces manques aussi longtemps qu'elles le pourront. Marina Ottaway, de l'organisation Carnegie Endowment for International Peace, parle ainsi de régimes semi-autoritaires qui allient une faible dose de libéralisation politique au pouvoir inamovible d'une petite élite⁹.

plaidoyer pour un changement de cap

Cette observation vaut pour la plupart des États de l'ex-Union soviétique, certaines des entités issues de la faillite yougoslave ainsi que de nombreux pays d'Afrique, du Proche-Orient et d'Asie.

Dans les pays – sud-américains notamment – où des procédures démocratiques se sont mieux imposées, des inégalités sociales croissantes ainsi que des crises financières et économiques ont miné la confiance en l'État. Les classes inférieures et les peuples indiens s'y sont sentis entièrement exclus des processus démocratiques et ont réagi par des protestations à caractère insurrectionnel. Des sondages d'opinion récents indiquent qu'une faible majorité des personnes interrogées donnerait la préférence à un gouvernement autoritaire, pour autant qu'il fasse davantage progresser l'économie du pays¹⁰.

Politisation dangereuse des « identités » culturelles et religieuses

La propagation planétaire d'un capitalisme débridé – que l'on vendait volontiers, sous le titre de mondialisation, comme le processus fusionnel d'un monde devenu petit (*global village*) – n'a en réalité pas rapproché les peuples. Au contraire, on assiste un peu partout à une instrumentalisation politique de la peur de l'« ouverture », du « métissage » et de la « perte d'identité ». Des massacres et des exodes tels que le monde n'en avait plus connu depuis bien longtemps sont perpétrés par des mouvements ethnopolitiques, théopolitiques ou fondés sur un chauvinisme culturel exacerbé. Cette politique de la peur et de la haine s'appuie à volonté sur des critères ethniques, racistes ou culturels et religieux.

La politique des pays islamiques est dictée depuis vingt ans par des mouvements qui ont fait de la religion une idéologie de lutte pour le pouvoir. En Europe, dans les terres d'immigration de colons de souche européenne (États-Unis, Canada, Australie, Israël) ainsi que dans quelques pays en développement comme l'Inde, les partis xénophobes, racistes ou théopolitiques gagnent en importance. C'est également le cas en

Suisse. En même temps qu'ils imposent une liberté absolue pour les mouvements de capitaux, de marchandises et de personnes appartenant à la minorité des riches de la planète, les pays industrialisés redoublent d'efforts pour se barricader contre les populations des pays en développement, qui constituent la majorité du genre humain. On n'accueille plus que les individus solvables ou des spécialistes formés aux frais des pays en développement.

L'instrumentalisation politique des identités nationales, culturelles ou religieuses constitue une variante réactionnaire du choc en retour déclenché par le processus de mondialisation. Dans les pays industrialisés, elle est souvent le fait des forces politiques favorables à une mondialisation économique sauvage.

Disparités économiques

Cette dégradation de la cohésion politique et sociale est encore accentuée par la manière dont l'économie mondiale évolue. Les espoirs de prospérité associés à la marche triomphale du capitalisme ne se sont pas réalisés. Ainsi :

- Au lieu de créer de l'abondance et d'éliminer la pauvreté, la mondialisation économique – quelques rares pays mis à part – a accru la richesse d'un petit nombre et la pauvreté de la grande majorité. C'est le cas dans les pays riches comme dans les pays pauvres.
- Au lieu de sortir les pays en développement du « sous-développement », la mondialisation économique a creusé davantage les inégalités entre pays riches et pays pauvres.
- Au lieu d'accéder au paradis annoncé de la consommation de masse, les anciens pays industrialisés de l'empire soviétique ont vécu un phénomène de désindustrialisation accompagné d'une grave dégradation des revenus moyens.

Si le bilan économique des quinze dernières années n'est malgré tout pas si déplorable en termes statistiques, cela est dû

plaidoyer pour un changement de cap

à l'Inde, à la Chine et à une série de pays asiatiques plus petits qui ont connu de grands succès grâce à leur politique économique autonome. Dans la mesure où plus d'un tiers de l'humanité vit dans ces pays, leurs progrès représentent un poids considérable. Lorsque la Banque mondiale fait valoir une réduction de la pauvreté dans le monde au cours des années 1990, cela s'explique par les réussites de l'Inde et de la Chine, et ne concerne en rien les résultats obtenus par le reste des pays en développement.

Inégalité

Si nous nous représentons les 6 milliards d'êtres humains comme membres d'une seule et même société, cela donne une société de classes ultradivisée et ultrahiérarchisée. Environ un millième de la population mondiale (7,7 millions d'individus sur 6 milliards) sont millionnaires en dollars. Un petit pourcentage de ce millième, soit 70 000 individus (dits *ultra high net worth individuals*), ont une fortune supérieure à 30 millions de dollars. Cette minitribu de superriches détient la part du lion des valeurs en capital dans le monde protégées par l'État¹¹.

La multitude des pauvres est, comparativement, immense. La Banque mondiale et nos gouvernements placent dans la catégorie des plus démunis les 1,2 milliard d'individus ou 24% de l'humanité qui ont moins d'un dollar par jour pour vivre. Leur nombre devrait être divisé par deux d'ici à 2015 grâce à une aide internationale revigorée. Les 600 millions d'individus supposés aller mieux dans une dizaine d'années gagneront peut-être jusqu'à deux dollars par jour, soit le revenu quotidien actuel de trois milliards de personnes – la moitié de la population mondiale.

Pour imaginer ce que signifie un seuil de pauvreté placé à ce niveau très bas d'un dollar par jour – aucun habitant du Nord ne saurait survivre livré à lui-même au Soudan avec un tel revenu –, il vaut la peine de comparer ce chiffre au produit national brut (PNB) des pays les plus pauvres: selon les données de la Banque mondiale, le PNB moyen était de 430 dollars, soit 1,17 dollar par jour. De cela, il faut déduire les gros

revenus des dirigeants, des capitalistes et des élites gouvernementales, les coûts de leur maintien au pouvoir et de la fonction publique, ainsi que les amortissements des capitaux immobilisés et des nouveaux investissements. Ce qui reste va d'abord aux hommes, les femmes et les enfants devant se contenter des miettes.

Le seuil de pauvreté adopté par la Banque mondiale donne l'impression – erronée – que l'autre moitié de la population mondiale s'en sort assez bien avec deux dollars par jour. Branko Milanovic, économiste à la Banque mondiale, dresse dans ses recherches un tableau plus précis¹². Il classe parmi les riches tous ceux qui ont un revenu annuel dépassant 8000 dollars (après correction du pouvoir d'achat), ce qui correspond au revenu moyen de l'Italie ; cette catégorie de riches ne représente que 11% de l'humanité. Ensuite, on a une maigre « classe moyenne mondiale », dont les revenus se situent entre 3800 et 8000 dollars (après correction du pouvoir d'achat) ; leur nombre constitue également 11% des habitants de la planète, 3800 dollars équivalant au revenu moyen du Brésil. Ainsi, selon ces calculs, 78% (presque les quatre cinquièmes) de la population mondiale font partie de la classe des pauvres¹³.

Le grand dilemme

D'une part, selon l'état actuel des connaissances, le fait d'étendre à 6 milliards d'individus les modes de production et de consommation que s'offre la classe des riches de ce monde conduirait à une destruction très grave des bases naturelles de la vie. Cette observation vaut encore plus pour les 10 milliards d'humains prévus pour le milieu du siècle. C'est là un des côtés du dilemme.

D'autre part, il sera impossible de combler le fossé Nord-Sud et de remédier aux inégalités criantes de la « société de classes mondiale » sans permettre aux pays en développement de rattraper leur retard industriel. Un minimum d'industrialisation leur sera indispensable pour préserver les bases sociales de la vie ainsi qu'un certain niveau de paix mondiale et de libertés humaines. Pour les milliards de personnes qui habitent aujourd'hui

plaidoyer pour un changement de cap

d'hui dans des villes ou des mégalo­poles, il ne saurait être question de revenir à une agriculture traditionnelle et encore moins à une agriculture moderne à haut rendement qui utilise peu de main-d'œuvre. Il y a ainsi une certaine contradiction entre la préservation des bases sociales de la vie et celle des bases naturelles. On ne peut garantir les unes aux dépens des autres sans conduire à une situation absurde.

La politique de développement durable, telle qu'elle a été définie par le Rapport Brundtland et lors du Sommet des Nations unies à Rio de Janeiro (1992), est une tentative de venir à bout de ce dilemme par des moyens concrets. Le développement durable a pour ambition d'étendre la production et la consommation industrielles à l'échelle planétaire, tout en freinant et en inversant le processus de dégradation écologique qui en découle. Il entend également renforcer la cohésion sociale, minée en permanence par l'industrialisation qui affecte les liens sociaux traditionnels ainsi que par les répercussions écologiques de cette évolution.

Des critiques ont souligné d'emblée que le développement durable est en soi contradictoire. Cette contradiction rendait cependant la notion séduisante. Tous les acteurs – même les plus puissants – se sentaient interpellés, et chacun semblait pouvoir profiter d'une intelligente combinaison de politiques sectorielles (*policy mix*). La promesse de transformer de graves conflits d'objectifs en autant de situations « gagnant-gagnant » avait tout pour plaire, surtout aux privilégiés qui pouvaient croire ainsi que les améliorations sociales ou écologiques ne leur coûteraient rien. Beaucoup de ceux pour qui il était impossible d'harmoniser tous les intérêts en vinrent tout de même à adopter cette idée : si les élites politiques et économiques se rendent compte des sérieux conflits d'objectifs que comporte leur action, on peut espérer qu'ils prendront des décisions plus équilibrées, tiendront compte des intérêts contradictoires et feront de vrais compromis.

Pour que le développement durable dépasse le stade des déclarations d'intention, il faudrait placer les critères écologiques au centre d'une conversion des modes de production et de consommation du monde industrialisé. Ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra généraliser ceux-ci sur l'ensemble de la

planète sans entraîner un effondrement environnemental. La clé est de renoncer à produire de l'énergie à partir de ressources non renouvelables, dont la consommation a généralement pour effet de perturber le climat. Outre le recours aux énergies renouvelables, il est essentiel de convertir la production industrielle au principe des cycles fermés et, dans l'ensemble, d'instaurer une « dématérialisation » de l'économie.

Nombre des mesures qui devraient être prises ont été discutées en détail depuis deux ou trois décennies. On dispose notamment de nombreuses technologies pour la production d'énergies renouvelables. Cependant, pour les cycles fermés et, d'une manière générale, pour la « dématérialisation » de l'économie, il faudra se lancer dans des investissements scientifiques et technologiques de grande envergure, si l'on veut faire des progrès sensibles. Les tâches à accomplir sont énormes et ne sauraient être confiées à la seule « main invisible du marché ». Surtout que, comme l'observe Joseph Stiglitz avec ironie, si cette main est invisible, c'est parce qu'elle n'existe pas¹⁴. Il est évident – on l'a souligné avec emphase même à Rio – que c'est aux pays industrialisés de prendre les devants en matière de conversion des modes de production. D'abord, ce sont surtout eux qui vivent au-dessus de leurs moyens écologiques; ensuite, ils ont les capacités financières de passer à l'action; enfin, ils fournissent non seulement le modèle, mais aussi les éléments matériels pour le rattrapage industriel.

Les nations industrialisées et leurs grandes multinationales ont cependant coutume de mener des « révolutions technologiques » d'un tout autre genre, dont la compatibilité écologique (technologies de la communication mises à part) est discutable. D'une manière générale, malgré l'adhésion réitérée de nos élites au principe du développement durable, nous avons à l'égard de l'environnement un comportement qui ne garantit pas la survie de l'humanité au-delà du ^{xxi}e siècle. La plupart des indicateurs écologiques ont continué de se dégrader ces quinze dernières années. Le plus frappant à l'échelon planétaire est le réchauffement climatique: s'il continue au même rythme, il détruira probablement le milieu naturel de centaines de millions de personnes, principalement dans les pays en développement. Par ailleurs, de graves pénuries se

plaidoyer pour un changement de cap

dessinent pour les ressources vitales que sont l'eau et les sols fertiles¹⁵.

En réalité, la volonté politique d'agir contre les risques environnementaux et d'infléchir le mode de production industrielle a plutôt diminué que progressé au cours des quinze dernières années. La politique de mondialisation économique a encouragé l'inverse du développement durable. D'importants courants conservateurs au sein des grands pays industrialisés se moquent aujourd'hui des fondements scientifiques sur lesquels reposent les prévisions écologiques; ils s'emploient à démonter dans leurs pays les instruments existants de la politique environnementale et à torpiller les quelques conventions internationales qui ont vu le jour. Il est indiscutable que les risques écologiques frappent beaucoup plus durement ceux qui disposent de peu de moyens pour se protéger contre leurs répercussions. La politique du laisser-faire écologique qui résulte de cet aveuglement conservateur contribue non seulement à cristalliser davantage les inégalités de la « société de classes mondiale », mais aussi à défavoriser encore plus la majorité des êtres humains.

3. Le débat sur la mondialisation

« Ces échecs [de l'administration Clinton] s'expliquent en partie par notre intérêt naturel pour la politique intérieure. Le leadership mondial nous était tombé sur les bras. L'administration Clinton n'avait aucun projet de nouvel ordre international pour l'après-guerre froide, mais les milieux d'affaires et la communauté financière en avaient un : ce qu'ils voyaient, c'étaient de nouvelles possibilités de profit. De leur point de vue, l'État avait un rôle tout trouvé : les aider à accéder aux marchés. Le cadre politique dont nous nous sommes faits les avocats à l'étranger était celui qui pouvait aider nos entreprises à réussir dans ces pays. »

Joseph E. STIGLITZ¹⁶

Le terme de mondialisation, en vogue après 1989, admet de nombreuses définitions. C'est ce qui fait son charme, car il évoque quelque chose pour tout un chacun. Envisager l'avenir proche comme un processus de mondialisation correspond à des sentiments très répandus : que le monde est devenu « plus petit » ; que l'on souhaite voir les frontières nationales s'assouplir en faveur d'un esprit davantage « citoyen du monde » ; que les produits, services et idées sont aujourd'hui des assemblages d'éléments provenant de tous les horizons ; que les grands problèmes de l'humanité ne peuvent plus être affrontés qu'ensemble.

Le flou qui entoure cette notion n'aide pas à comprendre les affrontements qu'elle suscite. Depuis la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1999 et la grande manifestation internationale qu'elle a soulevée, il y a les pro- et les antimondialisation. Ces derniers ont plus ou moins de peine, selon leur langue maternelle, à trouver une expression appropriée pour se désigner eux-mêmes, oscillant entre opposition et critique constructive. Les francophones ont le privilège d'avoir pu forger le terme

plaidoyer pour un changement de cap

altermondialiste, qui allie en un seul vocable la protestation contre une certaine forme de mondialisation et le désir d'une « autre » mondialisation.

Pour entrer au cœur du débat, il convient d'approfondir les différents points de vue sur ce qu'est la mondialisation.

Utopie libérale ou conception darwiniste de la lutte pour la survie

Le débat sur la mondialisation a été nourri dans sa phase initiale par les fantasmes de panacée que suscitaient les perspectives d'avenir de l'après-1989. Dans les pays industrialisés, le courant libéral des élites aux commandes espérait que cette nouvelle ère de la mondialisation donnerait aux acteurs économiques du monde entier l'occasion de « tirer les leçons » de l'effondrement du communisme, de se libérer de la « tutelle étatique », d'échapper aux frontières de leurs États nationaux et de s'intéresser au potentiel pratiquement sans limites du marché mondial. La banque d'investissements américaine Merrill Lynch, l'un des piliers de Wall Street, fanfaronnait en octobre 1998 dans des annonces publiées sur des pages entières et intitulées « Le monde est vieux de dix ans » : « De nombreux marchés internationaux n'ont été libérés que récemment ; ils sont gouvernés pour la première fois par les émotions des gens plutôt que par les poings de l'État. » Et Thomas Friedman, l'un des principaux propagandistes de la nouvelle ère, croit savoir que la mondialisation s'épanouit « à partir de l'âme même des gens et de leurs aspirations les plus profondes¹⁷ ».

Comprise ainsi, la mondialisation est non seulement l'avènement global d'une économie de marché « authentique », mais aussi – au sens des Lumières – la sortie de l'humanité hors de l'âge de minorité. Dans cette conception du monde, l'action politique risque toujours d'entraîner des servitudes et l'État, même sous un régime démocratique, constitue un ennemi potentiel de la liberté. Le marché est au contraire synonyme de liberté individuelle ; il offre une infinité de choix possibles et tient en échec le pouvoir du monde politique.

Cette façon de voir la mondialisation a une forte composante utopique. Les élites du vieil Occident débarrassé de ses frontières orientales, voyaient dans cette ère nouvelle un accomplissement de l'histoire, raison pour laquelle Francis Fukuyama put en annoncer la fin. On retrouve un calque de ce rêve utopique dans toutes les déclarations finales des sommets intergouvernementaux des pays industrialisés ainsi que dans celles des leaders de multinationales au cours de ces quinze dernières années. On y affirme en général que la mondialisation finira, à terme, par délivrer tous les hommes de la pauvreté et du « sous-développement », par briser le pouvoir arbitraire de l'État sur l'individu et par engendrer une communauté mondiale débarrassée de ses œillères nationales et culturelles. Il en va toutefois de ces formules incantatoires comme de celles du communisme : il n'existe pas de voie praticable pour aller de la « mondialisation réellement existante » à ce qui en constitue l'utopie. Plusieurs auteurs donnent à cette utopie le nom de « mondialisme », afin d'éviter des confusions entre l'idéologie et les processus réels¹⁸.

Cela fait un certain temps déjà que les milieux de droite américains critiquent, eux aussi, le mondialisme et qu'ils raillent son message utopique. Il va de soi que ces milieux soutiennent le triomphe du capitalisme partout dans le monde. Ils doutent cependant que ce processus fera le bonheur de tous et ils ne se sentent pas l'obligation politique d'y veiller. Cette droite, actuellement dominante au gouvernement et au parlement américain, considère la mondialisation plutôt comme une lutte tragique et sans fin entre gagnants et perdants ou, dans l'optique de la droite chrétienne, entre bons et méchants, gens pieux et païens. « La mondialisation est darwinienne », écrit Robert D. Kaplan, expert auprès du Pentagone pour les scénarios de guerres futures. « Cela signifie la survie économique des plus aptes. Les groupes et individus qui sont disciplinés, dynamiques et ingénieux vont flotter vers le sommet, alors que les cultures incapables d'être compétitives technologiquement vont produire un nombre incalculable de guerriers¹⁹. »

Kaplan met en garde depuis dix ans, dans d'innombrables ouvrages et rapports, contre l'implosion de l'ordre mondial et la nouvelle « barbarie » qu'il voit surgir aux confins du

plaidoyer pour un changement de cap

« monde civilisé ». Dans son optique, la mondialisation est un processus qui accentue ces dangers au lieu de les éliminer. Comme, à l'instar de la droite américaine dans son ensemble, il ne veut pas renoncer à ce processus, il en conclut que les États-Unis doivent être prêts à garantir la mondialisation par tous les moyens dont ils disposent, même militaires. Cette variante conservatrice du concept de mondialisation a au moins le mérite d'un certain réalisme qui aborde les questions de pouvoir politique et de sécurité militaire, au lieu de se limiter au rêve d'un miraculeux mouvement perpétuel économique.

Les sciences sociales au secours du mondialisme

Des universitaires connus et autres leaders d'opinion apposent une sorte d'estampille scientifique sur la conception libérale du phénomène de la « mondialisation ». Cette caution imprègne fortement les communications publiées par le FMI, la Banque mondiale et les ministères compétents des pays industrialisés. La version « scientifique » voit la mondialisation comme un processus historique remontant très loin : le marché mondial y acquiert lentement une prédominance sur les marchés nationaux, les capitaux sont investis toujours plus selon des critères globaux – de sorte que les prix et les revenus finissent par converger sur toute la planète et par faire disparaître les disparités globales de niveau de vie. Une première phase de la mondialisation aurait ainsi commencé au XIX^e siècle, atteignant son apogée avant 1914. L'économie mondiale aurait alors été caractérisée par un degré d'intégration analogue à celui d'aujourd'hui, certains pays rattrapant leur retard et tous améliorant leur niveau de prospérité. Ce serait une mauvaise politique – en premier lieu un protectionnisme aberrant – qui aurait enrayé les mécanismes bienfaisants de la mondialisation, allumé des conflits entre États et provoqué la crise économique mondiale des années 30. Toujours selon cette approche, la deuxième phase de la mondialisation aurait débuté après la Seconde Guerre mondiale et atteint, après 1989, un niveau d'expansion comparable à celui de 1914.

Il est symptomatique que cette saga de la mondialisation laisse de côté tous les aspects proprement politiques et militaires. Elle n'explique pas la Première Guerre mondiale qui a noyé dans le sang la belle aventure globalisante. Elle dissimule que les « marchés » d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine étaient en 1914 sous le contrôle direct ou indirect des puissances coloniales européennes et des États-Unis. Elle ne dit pas que ces puissances ont d'abord dû « ouvrir » ces marchés, souvent de force. Et elle voudrait faire oublier que cette ouverture se heurtait à la résistance acharnée des « indigènes de races inférieures » méprisés par les conquérants. En fait, des ingérences politiques et militaires massives ont été nécessaires pour imposer les « forces du marché » à l'échelle mondiale.

Cette conception de la mondialisation est non seulement marquée au coin de l'économisme, mais elle souffre de myopie au plan historique. L'économie mondiale ou le système mondial qu'elle évoque n'a pas attendu le XIX^e siècle pour se manifester. On peut même, au contraire, affirmer que ce processus est en cours depuis que les puissances européennes ont commencé à conquérir le monde il y a 500 ans, avec la « purification ethnique » et l'occupation de trois continents par les colons européens, avec enfin la destruction des anciens empires d'Asie et la colonisation de l'Afrique. C'est en s'appuyant sur ces forces expansionnistes que l'économie capitaliste s'est étendue et est devenue mondiale. Elle a survécu aux empires espagnol, hollandais ou anglais qui l'ont créée. Elle se propage aujourd'hui à l'ombre de l'empire américain, ce qui permet à Henry Kissinger de dire : « Le défi fondamental est que ce que l'on appelle "mondialisation" ne désigne en réalité rien d'autre que le rôle dominant des États-Unis²⁰. »

La grande question qui se pose pour l'avenir est de savoir si cette économie mondialisée sombrera dans quelques décennies avec la fin possible de l'empire américain, ou si elle se transformera encore pour se perpétuer sous une nouvelle forme impériale dominée par les anciens peuples colonisés d'Asie. Cette perspective donne à réfléchir aux propagandistes de la mondialisation, surtout depuis le 11 septembre 2001. Dans son livre sur « les leçons du XX^e siècle pour le XXI^e siècle », Bill Emmott, rédacteur en chef de *The Economist*, affirme en sub-

plaidoyer pour un changement de cap

stance que deux questions pourraient déterminer le cours des événements en ce siècle : le capitalisme survivra-t-il aux contradictions et tensions qu'il produit ? Les États-Unis seront-ils toujours en mesure d'assurer la paix mondiale et l'expansion du capitalisme²¹ ?

Nous voici donc revenus au point de départ. Alors que l'après-1989 semblait promettre la fin de la bipolarité politique et des rivalités de pouvoir irréductibles, de nouvelles idéologies antagonistes voient le jour. Elles conditionnent les populations des pays industrialisés – que nos gouvernements qualifient toujours plus souvent de « monde civilisé » – en vue des affrontements titanesques que nous préparons l'avenir.

Les points de friction de la mondialisation

La conception libérale et conservatrice de la mondialisation, telle que nous l'avons décrite, laisse deviner qu'elle suscite une multitude de controverses politiques. Pour comprendre ce qui oppose partisans de la mondialisation et altermondialistes, il vaut la peine d'examiner de plus près ce qui différencie les quinze dernières années par rapport aux phases précédentes d'expansion de l'économie capitaliste dans le monde, donc ce qui caractérise la période que nous appelons « mondialisation » au sens strict. Il nous apparaît que les affrontements s'articulent autour de trois points de friction essentiels : la libéralisation des mouvements de capitaux ; la tentative d'imposer, par le biais de l'OMC, la prépondérance des règles du marché mondial sur celles des marchés nationaux ; la perte de contrôle démocratique sur les orientations centrales de la politique économique.

La libéralisation des mouvements de capitaux

À la fin des années 1980 ou au début des années 1990, presque tous les pays ont supprimé les contrôles et contraintes sur les mouvements de capitaux. Même les nations industrialisées étaient jusqu'alors nombreuses à pratiquer des formes

rudimentaires de contrôle sur ces mouvements. Leur libéralisation répondait aux appétits du monde financier occidental et des entreprises multinationales. Le gouvernement des États-Unis en a fait un postulat général, et l'a très rapidement imposé presque partout dès la fin des années 1980 en tant que principe fondamental d'une « politique économique favorable au marché ». Le G-7 voulait même inscrire la libéralisation totale des mouvements de capitaux dans les statuts du FMI, la rendant ainsi obligatoire pour tous les pays membres ; il ne renonça à cette idée qu'en 1998, après de longs mois de « crise asiatique ». Depuis lors, si ce projet n'est plus à l'ordre du jour, il n'est pas complètement abandonné. Les pays industrialisés continuent d'exercer, selon les circonstances, des pressions massives sur les pays qui n'ont pas entièrement libéralisé les mouvements de capitaux, en premier lieu l'Inde et la Chine qui, pour cette raison même, n'ont pas été entraînées dans la crise financière de 1997-1998.

Cette libéralisation est problématique pour deux raisons. D'une part, elle a fortement restreint la marge de manœuvre politique de tous les États, y compris les pays industrialisés (nous reviendrons plus loin sur ce point). D'autre part, elle entraîne nombre de pays en développement dans des situations qui dépassent complètement les institutions de leurs places financières. Celles-ci sont, de ce fait, devenues plus vulnérables à des afflux ou reflux brutaux de capitaux étrangers ainsi qu'aux spéculations monétaires qui peuvent se traduire par de graves crises financières. Au cours des années 1990, il y a eu en moyenne une crise financière sérieuse quatre fois par an, crise qui a provoqué l'effondrement d'au moins un pays et s'est répercutée sur d'autres. Les victimes de ces perturbations sont en règle générale des pays en développement ou en transition, appelés le plus souvent marchés émergents.

Priorité donnée aux règles du marché mondial

À partir des années 1980, les États industrialisés ont défendu dans les négociations internationales le principe d'une ouverture aussi complète que possible de tous les marchés

plaidoyer pour un changement de cap

nationaux de biens et services. Cette règle générale a été officialisée sur le plan du droit international en 1995 avec la création de l'OMC. Les accords de celle-ci allaient beaucoup plus loin que les accords de réduction des barrières douanières de l'ancien GATT. Les réglementations des différents marchés nationaux étaient considérées désormais comme des obstacles au commerce, qu'il s'agissait de rendre inopérantes grâce aux nouvelles normes internationales de l'OMC. Les restrictions en vigueur sur un marché national – pour des motifs écologiques ou sociaux, ou pour d'autres raisons d'intérêt public – étaient généralement jugées contraires à la liberté du commerce, donc aux nouvelles normes de l'OMC. Celles-ci ont été pensées par des associations patronales américaines et transatlantiques ainsi que par des laboratoires d'idées du monde économique. Et les gouvernements occidentaux – essentiellement les États-Unis et l'Union européenne – sont parvenus à les imposer, malgré de fortes résistances des pays en développement. L'OMC a, d'une manière générale, considérablement accru la liberté d'action des groupes transnationaux, plus particulièrement leur accès aux marchés des pays en développement.

Les nouvelles règles de l'OMC avaient, entre autres, pour objectif explicite de combattre l'ensemble des mesures qui portent sur la politique d'encouragement de la production industrielle, la protection sélective du marché intérieur et les restrictions imposées aux investisseurs étrangers – des mesures par lesquelles nombre de pays en développement avaient fait démarrer leur industrie après l'indépendance. Pour les États-Unis et l'Union européenne, il s'agissait d'affaiblir ces stratégies nationales d'industrialisation qu'ils considéraient comme des obstacles protectionnistes au commerce, et d'étendre à grande échelle l'accès aux marchés des pays en développement – surtout des plus dynamiques. Il en est résulté des accords commerciaux qui favorisent unilatéralement les pays industrialisés – ce qui explique les litiges entre les membres de l'OMC depuis la conférence ministérielle de Seattle (1999).

Perte de contrôle démocratique

Parallèlement, tous les gouvernements occidentaux poursuivent dans leur pays respectif une politique de « réformes du marché » qu'ils qualifient de nécessité inéluctable. Selon eux, nos pays n'ont pas d'autre moyen de survivre face à la nouvelle donne du marché mondial, situation qu'ils créent de fait eux-mêmes par un processus de libéralisation permanente. Refuser ces réformes, c'est se condamner face à une concurrence internationale toujours plus intense. Le processus de mondialisation induit par cette politique de libéralisation permanente soustrait très vite des questions essentielles de politique économique à la sphère nationale, seul cadre possible de débats plus ou moins démocratiques. Dans cette nouvelle ère de mondialisation, les gouvernements exercent un pouvoir à la fois législatif, lorsqu'ils fixent des règles de droit économique international, et exécutif, lorsqu'ils mettent en œuvre des normes qu'ils ont eux-mêmes promulguées. Les parlements nationaux tendent à devenir des assemblées *béni-oui-oui*, chargées d'avaliser sommairement les résultats des négociations internationales – tout refus est exclu si l'on ne veut pas risquer de sérieux inconvénients.

La politique de libéralisation permanente repose sur les principes de ce que le monde anglo-saxon appelle crûment « contre-révolution néoclassique » en économie, ou « contre-révolution antikeynésienne » en politique économique. Au début des années 1980, les gouvernements Thatcher en Angleterre et Reagan aux États-Unis s'étaient appuyés sur la pensée des « contre-révolutionnaires » pour rompre en profondeur avec les modèles économiques et sociaux de l'après-guerre ; ils débarrassèrent ainsi l'État de sa fonction de régulateur économique et conjoncturel, et lui conférèrent une double tâche : rendre le contexte micro-économique plus propice aux entreprises et accroître radicalement la liberté d'action des détenteurs de capitaux. Le mantra désormais à la mode était que le « jeu du marché », s'il n'est pas « étouffé » par des interventions politiques, donne les meilleurs résultats économiques et sociaux pour tous²².

Ces choix de politique économique ont profondément transformé la société et les institutions des pays industrialisés

plaidoyer pour un changement de cap

au cours des vingt dernières années ; ils ont instauré un nouveau mode de régulation du capitalisme, souvent qualifié de néolibéral. Celui-ci est monté en puissance et est devenu globalement dominant après 1989 ; il caractérise aujourd'hui l'architecture politico-économique internationale.

Ce mode de régulation et sa prédominance globale sont au centre des débats sur le processus de mondialisation. Des conflits se manifestent, parce que les gouvernements des pays en développement sont nombreux à considérer que le régime actuel de l'économie mondiale fait obstacle aux progrès de leur propre économie, et qu'ils réclament des changements fondamentaux. Ces antagonismes portent sur le déficit de démocratie, le sentiment que les gens ont de perdre toujours plus le contrôle sur le monde dans lequel ils vivent et sur leur existence matérielle. Ils résultent également des inégalités entre une minorité d'acteurs économiques qui opèrent à l'échelle mondiale et la grande majorité de l'humanité dont les champs d'action économique restent limités au plan local ou national. Ils sont enfin le fruit de frictions entre le modèle dominant du capitalisme anglo-saxon, forme la plus aboutie du régime néolibéral, et les sociétés dont le capitalisme est encore influencé par des institutions anciennes qui perdurent dans la nouvelle ère – c'est le cas par exemple de l'Europe continentale ou des pays émergents de l'Asie orientale et méridionale.

Dans les affrontements publics, les partisans de la mondialisation décrivent volontiers leurs adversaires comme des « casseurs de machines » désespérément stupides. Anne Krueger, directrice adjointe du FMI, qualifie ceux qui critiquent la mondialisation de « luddites » peu crédibles, dans le sens où, « dépendant du courrier électronique et du téléphone mobile », ils « profitent du changement technologique même qu'ils combattent²³ ». L'attitude de Krueger est typique de ce genre d'argumentation polémique : elle considère la mondialisation comme un phénomène naturel et irrésistible, stimulé et défini par les révolutions technologiques. Ces révolutions (communication, « sciences de la vie » et, plus récemment, nanotechnologie) occupent dans le cosmos mental des mondialiseurs la place qu'occupait le progrès historique ou le « développement des forces productives » dans le marxisme de cuisine il y a un siècle.

En dehors des tentatives de salir publiquement ceux qui formulent des critiques à l'égard de la mondialisation, ses partisans savent bien que le mouvement de protestation n'est pas dirigé contre les ordinateurs, les réseaux de communication ou l'entente entre les peuples, mais qu'il aspire à un changement du régime institutionnel, donc du mode de régulation de l'économie mondiale. Il s'agit non pas de destruction de machines, mais bien de politique. *The Economist* a dressé ce constat pour tous les « acteurs globaux » en automne 2000 : les contemporains de la mondialisation ont raison de penser que l'évolution en cours pourrait être infléchie ou inversée, puisqu'elle résulte d'une série de décisions politiques des gouvernements. Plus la pression exercée par la rue est forte, plus les gouvernements seront tentés de mettre un frein à leur politique de mondialisation²⁴.

En même temps, dans cette optique, le pire que les gouvernements occidentaux puissent faire serait de satisfaire les revendications du mouvement protestataire. Les apôtres de la mondialisation reconnaissent peut-être que ce mouvement a mis le doigt sur le fait qu'il manque un « visage humain » à la mondialisation, mais de là à réaliser ses conceptions politiques, il y a un pas à ne pas franchir : cela conduirait en effet, selon eux, tout droit à une ère sinistre de protectionnisme et de chauvinisme étroit. Un second malentendu sur lequel nous nous pencherons dans le prochain chapitre.

4. Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

« Ses partisans considèrent la mondialisation comme une forme de *deus ex machina* pour de nombreux problèmes, tels que la pauvreté, l'analphabétisme ou les inégalités qui frappent le monde en développement. La seule chose qu'un pays doit faire est d'ouvrir ses frontières, réduire ses tarifs et attirer les capitaux étrangers. Ainsi, en quelques générations sinon moins, les pauvres vont devenir riches, les analphabètes vont apprendre à lire et à écrire, les inégalités vont disparaître au fur et à mesure que les pays pauvres vont rattraper les riches. Telle est la vision véhiculée d'une manière implicite et subliminale par de nombreux journaux et publications sérieux. »

Branko MILANOVIC²⁵

La volonté de donner un « visage humain » à la mondialisation implique, entre autres, que ses partisans admettent l'existence de « gagnants » et de « perdants » dans les processus en cours. Or, ils sont convaincus que ce qui manque aux perdants, c'est davantage de mondialisation ou, plus concrètement, une meilleure intégration dans le marché mondial. Ils estiment ainsi que la dynamique mondialisatrice constitue le moteur capable de sortir les « perdants » actuels hors de la pauvreté et du « sous-développement » – pour autant que les pays concernés s'emploient à réaliser rapidement leur intégration complète dans le marché mondial.

Cette stratégie est connue depuis la fin des années 1980 sous le nom de « consensus de Washington » ; elle sous-tend depuis lors la politique menée par les pays industrialisés, la Banque mondiale et le FMI à l'égard des pays en développement. La plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique noire l'ont adoptée au cours de ces vingt dernières années ; ils y étaient contraints s'ils voulaient obtenir un rééchelonnement de leur dette et de nouveaux crédits en monnaie forte, et bénéficier

plaidoyer pour un changement de cap

d'une aide au développement. Ils ont ainsi passé par de douloureux processus d'«ajustement structurel», dont les coûts économiques et sociaux ont été dramatiques.

La stratégie de «développement par l'intégration au marché mondial» est de plus en plus contestée sur la scène internationale²⁶. Depuis la crise asiatique, même des économistes du courant de pensée majoritaire, qui ont participé à l'élaboration de cette stratégie, ont commencé d'exprimer des opinions divergentes et des critiques. Ce qui leur donne notamment à réfléchir, c'est le constat que des pays en développement appliquant des stratégies non conformistes et entièrement différentes s'en tirent mieux dans le monde globalisé que les pays contraints à l'orthodoxie.

De la « fausse » à la « juste » stratégie de développement économique

Dans l'esprit des défenseurs de la mondialisation, la stratégie d'intégration qui s'imposait il y a une vingtaine d'années devait servir de correctif à la stratégie de développement qui avait fait jusque-là le malheur des pays pauvres. On critiquait ainsi la politique de substitution des importations, qui avait été adoptée dès les années 1950 comme modèle de développement en Amérique du Sud, en Afrique et dans certains pays d'Asie. Cette stratégie consistait à tirer parti de la demande existante de produits industriels achetés aux métropoles, pour développer l'industrie locale en fabriquant ces produits sur place, opérant ainsi une substitution des marchandises importées. On espérait que ce début d'industrialisation et ses effets sur la demande permettraient d'échapper au piège de la stagnation économique à bas niveau, de ne plus dépendre des produits tropicaux avec leurs prix volatils sur le marché mondial, de lancer enfin un processus d'industrialisation autonome.

Les défenseurs de l'immersion dans le marché mondial estiment que cette stratégie a constitué un échec. Selon eux, elle aurait provoqué des investissements inadéquats, une surindustrialisation, un endettement extérieur excessif, une inflation

Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

croissante et une désorganisation des finances publiques. Ses contradictions internes auraient finalement abouti à la crise de la dette de 1982 et aux graves débâcles économiques qui en ont résulté dans beaucoup de pays en développement. La nouvelle politique d'intégration au marché mondial aurait, en revanche, contribué à corriger les distorsions dans les structures économiques, dues à la substitution des importations, et à retrouver le chemin d'une croissance plus durable. Dans cette façon de voir, la libéralisation permanente de l'après-1989 aurait contribué au « processus d'assainissement » et offert de nouvelles perspectives aux pays en développement. Cette explication fait soigneusement l'impasse sur tous les éléments politiques qui, à l'époque, ont accompagné la fin de la stratégie de substitution des importations.

Le changement de paradigme intervenu dans l'économie du développement était, en effet, une réaction des pays industrialisés aux revendications que les pays en développement avaient fait valoir avec une certaine force au cours des années 1970. En 1973, à Alger, les non-alignés avaient exigé pour la première fois des négociations internationales sur un « nouvel ordre économique international », censé modifier la division internationale du travail au profit du tiers-monde ainsi qu'à la charge des anciennes puissances coloniales ou des pays industrialisés. Cet affrontement a dominé la politique Nord-Sud jusqu'à la crise de la dette de 1982. « La menace d'un nouvel ordre économique international, notamment imposé par le Sud et soutenu – sur des bases morales – par une opinion publique influente au Nord, a fortement aiguillonné la contre-révolution en politique de développement. Elle a suscité une défense efficace de l'ancien ordre économique international²⁷ », constata en 1987 John Toye, l'un des doyens anglais de l'économie du développement. Ce changement de paradigme faisait partie de la contre-révolution antikeynésienne survenue dans la politique économique des pays industrialisés ; il a été propagé sur la scène internationale par les gouvernements Reagan et Thatcher. La crise de la dette de 1982 a fourni le levier économique qui permettait d'imposer le changement ; elle a marqué la fin d'une époque, celle de la lutte de libération anticoloniale. Les anciens maîtres des colonies sont ainsi parvenus à conserver pour

plaidoyer pour un changement de cap

quelques décennies encore – nous sommes en plein dans cette période – leur contrôle sur le monde postcolonial.

Économie axée sur les exportations

La stratégie d'intégration dans le marché mondial comporte trois volets : axer l'économie sur les exportations, attirer activement les investissements étrangers et pratiquer une politique de « monnaie saine » (*sound money*), c'est-à-dire une politique monétaire et fiscale « saine » aux yeux des économistes du FMI. Cette politique doit réduire les déficits budgétaires ou les transformer en excédents et juguler l'inflation, ce qui s'accompagne fréquemment de taux d'intérêt relativement élevés et peu propices à la croissance. Elle implique aussi souvent un démantèlement des subventions sociales, une diminution du personnel de l'État, la privatisation d'entreprises publiques. Elle a eu pour effet de réduire légèrement la quote-part de l'État dans tous les pays en développement entre 1980 et 1995²⁸. La même période a été marquée par une hausse relative du service de la dette dans les budgets publics. À titre de comparaison, les quotes-parts de l'État – déjà élevées – dans les pays industrialisés ont continué de croître au cours de cette période, tandis que le service de la dette publique a augmenté moins que dans les pays en développement.

Une stratégie d'industrialisation systématique, encouragée par l'État, n'était ainsi plus considérée comme souhaitable. Durant toutes les années de politique de substitution des importations, les États-Unis et la Banque mondiale s'étaient plutôt opposés à ce que les pays en développement tentent d'améliorer en leur faveur, via une politiques étatique, la division internationale du travail mise en place par le régime colonial. Ils préconisaient de laisser au marché le soin de changer la situation héritée de l'histoire. Le principe en vigueur depuis les années 1980, c'est qu'un pays en développement doit s'engager économiquement dans les secteurs où il est d'emblée capable d'accéder au marché mondial, donc d'exporter. La protection et la transformation des branches économiques qui n'ont pas cette capacité, coûteraient beaucoup trop cher au pays

Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

concerné ; cette protection risquerait elle-même de perpétuer indéfiniment leur manque de compétitivité. La priorité aux exportations a été imposée par le FMI et la Banque mondiale à tous les pays tombés sous leur tutelle suite à la crise de la dette. Elle a eu intentionnellement pour effet secondaire de garantir plus ou moins le service de celle-ci.

Le Chili avait montré ce que pouvait signifier cette nouvelle stratégie. Son gouvernement avait toutefois agi non pas sous la contrainte, mais avec le zèle du converti qui aspire à réaliser une utopie économique. La junte militaire démantela l'ensemble des mesures de développement mises en place par l'État, et appliqua la première « libéralisation-choc » de l'ère postkeynésienne. Il en résulta la faillite de nombreuses entreprises industrielles et exploitations agricoles orientées vers le marché intérieur. Lors d'une tournée au Chili en 1975, l'économiste américain Milton Friedman, gourou international de la contre-révolution antikeynésienne, encouragea le général Pinochet à des coupes rases : il fallait élaguer le plus vite possible les « parties malades de l'économie rongées par l'étatisme », afin qu'elles ne fassent plus de dégâts²⁹. Cette thérapie économique a eu pour répercussions immédiates un chômage massif, une dépression profonde, des milliers d'existences détruites et d'enfants sous-alimentés ; elle avait été précédée d'une intervention chirurgicale policière, qui avait éliminé les parties de la société contaminées par le marxisme. Le Chili vit aujourd'hui de ses riches gisements de cuivre – d'ailleurs toujours exploités par une entreprise d'État – et d'une agriculture d'exportation spécialisée dans la production de fruits qui peuvent être écoulés hors saison dans les pays industrialisés. Ce sont là des produits d'exportation dont les prix sur le marché mondial baissent constamment par rapport aux prix des produits industriels et technologiques que le Chili doit importer.

La crise de la dette de 1982 était-elle une crise de la stratégie de substitution des importations ?

Les mondialiseurs attribuent la crise de la dette de 1982, et le marasme économique qui en a résulté, aux défauts inhérents à la stratégie de substitution des importations. Est-ce vraiment le cas ? Même dans l'affirmative, on ne voit pas bien comment l'Amérique latine et l'Afrique seraient parvenues à obtenir entre 1950 et 1980, donc durant trente ans – sous le régime de substitution des importations – des taux de croissance par habitant plutôt bons (2,5% en Amérique latine et 2% en Afrique), en tout cas bien plus élevés que par la suite.

La crise qui a frappé ces deux continents après 1980 s'expliquerait plus logiquement par l'endettement et la politique monétaire des États-Unis. Dans les années 1970, les banques et les gouvernements occidentaux, souvent avec l'aide de la Banque mondiale, ont quasiment imposé des crédits énormes aux futurs pays endettés, ouvrant ainsi les « substituteurs d'importations » au marché international des capitaux. Résultat : on a fait sortir de terre une quantité d'investissements coûteux, jamais exploités et bientôt en ruines – les « éléphants blancs ». Des entreprises suisses ont participé à ces projets démesurés. Avec une inflation haute et des taux d'intérêt si bas qu'ils en devenaient parfois négatifs en termes réels dans les pays industrialisés, ces placements énormes et absurdes étaient tentants : les créanciers obtenaient des intérêts (beaucoup) plus élevés qu'en investissant dans les pays industrialisés, et les débiteurs pouvaient spéculer sur la dépréciation rampante des crédits via l'inflation.

La fête a pris fin lorsque la Banque centrale américaine a multiplié les intérêts à partir de 1979 et fait grimper le cours du dollar ; cela a brutalement renchéri les crédits et plongé les « pays en développement favorisés » dans l'insolvabilité. L'envolée du prix du pétrole, consécutive à

la révolution iranienne, a encore aggravé le choc économique. Le monde occidental avait alors le choix entre, d'un côté, amortir ses crédits et en supporter lui-même les coûts et toutes les conséquences négatives, et, de l'autre, en reporter entièrement la responsabilité et les coûts sur les débiteurs. Des raisons évidentes lui firent opter pour la seconde solution. Ce fut le point de départ des mesures d'ajustement structurel concoctées par les Institutions de Bretton Woods : pour conserver leur capacité d'honorer la dette, les pays débiteurs étaient contraints de bouleverser leur politique économique en donnant la priorité à l'acquisition de devises.

Cette crise de la dette et le régime d'austérité draconienne qui l'a suivi constituèrent pour beaucoup de pays la première crise économique grave depuis l'indépendance. Elle ébranla sérieusement et déstabilisa souvent leurs institutions politiques en partie fragiles, ce qui aggrava encore davantage les problèmes économiques. Parmi les pays en développement, seuls ont surmonté sans trop de dégâts les chocs des années 1970 (prix du pétrole, taux d'intérêt et cours du dollar après 1979) ceux dont les institutions politiques ont su régler plus ou moins pacifiquement les conflits de distribution suscités par la crise³⁰.

Pour se faire une idée de l'ampleur de cette problématique, il suffit de penser aux crispations politiques et sociales que la Suisse, structurellement si stable, connaît du fait que son économie a, pour la première fois depuis la guerre, cessé de croître pour stagner à peine au-dessus de zéro. Les pays en développement frappés par la crise de la dette durent affronter politiquement des effondrements économiques à deux chiffres en pour-cents. La dernière fois que l'Europe a vécu une telle dépression, les Nazis ont pris le pouvoir en Allemagne et fomenté une nouvelle guerre mondiale.

plaidoyer pour un changement de cap

Investissements étrangers

À côté de la production axée sur les exportations, les investissements étrangers constituent le deuxième pilier de la stratégie d'intégration dans le marché mondial. Ils sont censés remplacer la politique d'encouragement d'une industrialisation autonome via des entreprises indigènes. Les investissements étrangers apportent la promesse que l'on répondra d'emblée à la demande du marché mondial et à ses prix, et que l'on disposera de technologies de pointe, ce qui garantit pour ainsi dire automatiquement la capacité d'exporter. Mais ce sont alors des entreprises étrangères – en général de pays industrialisés – qui définissent la place qu'occupera le pays en développement concerné dans la division internationale du travail.

La libéralisation des mouvements de capitaux a entraîné une croissance énorme des investissements directs dans les pays en développement : de 28 milliards de dollars en 1990 à 194 milliards en 1997, point culminant avant la crise asiatique³¹. Ces investissements comprenaient une proportion considérable de placements spéculatifs à court terme. Dans l'euphorie de l'après-1989, on considérait les investissements directs comme une forme supérieure d'aide au développement : ils étaient censés mobiliser davantage de capitaux que la coopération traditionnelle, laisser de côté l'État et son goût pour les interventions intempestives, renforcer directement les activités économiques du secteur privé, contribuant ainsi à une lutte plus efficace contre la pauvreté. Mais la majeure partie de ces investissements étrangers a pris le chemin d'un petit nombre de pays dont l'économie avait déjà décollé, notamment la Chine, l'Asie du Sud-Est, le Brésil et l'Argentine. Les plus pauvres n'ont reçu que les miettes de cette manne financière. Dans la même période, les pays de l'OCDE ont réduit presque de moitié leur aide publique au développement ; ils n'ont inversé cette tendance qu'après le choc du 11 septembre 2001.

Il y a plusieurs raisons de mettre en question la stratégie d'intégration rapide au marché mondial par une économie essentiellement exportatrice, les investissements étrangers et une politique monétaire et fiscale conservatrice, facteur de récession. Nous en évoquerons deux : *primo*, elle a eu un effet

Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

non pas positif, mais négatif sur la croissance économique; *secundo*, les pays en développement qui appliquaient d'autres stratégies ont beaucoup mieux réussi à décoller.

Des effets négatifs sur la croissance économique

La politique d'intégration au marché mondial était destinée à sortir les pays en développement de la crise où les avait plongés la débâcle de la dette, et à les amener à une croissance économique accrue et plus durable. Ce credo d'une croissance plus élevée faisait aussi partie, à l'époque, de la politique économique néolibérale adoptée par les pays industrialisés aux dépens d'une régulation keynésienne de l'économie. Cette promesse centrale n'a été tenue ni dans les pays en développement, ni dans les pays industrialisés. Au contraire, la nouvelle ère a vu les taux de croissance de l'économie mondiale diminuer de moitié. Seule l'Asie du Sud et de l'Est a maintenu le cap ou même progressé; d'autres régions, comme l'Afrique ou les pays de l'ex-Union soviétique, ont carrément sombré. Rétrospectivement, on se rend compte aujourd'hui que le monde n'a jamais connu des taux de croissance aussi durablement élevés que sous le régime keynésien de l'économie au Nord et sous celui de la substitution des importations au Sud.

Ces vingt dernières années de faible croissance ont été difficiles ou catastrophiques pour beaucoup de pays en développement. Une étude du Center for Economic and Policy Research à Washington compare la croissance économique de la période de substitution des importations (1960-1980) à l'« ère de la mondialisation » (1980-2000)³². Ses résultats sont les suivants :

- Le groupe des pays les plus pauvres a réalisé une croissance annuelle de 1,9% de 1960 à 1980; après 1980, son produit économique a baissé de 0,5% par année.
- Un groupe moyen de pays a progressé de 2,1% par année de 1960 à 1980, puis de 0,8% après 1980.
- Le groupe des plus riches parmi les pays pauvres a connu une croissance de 3,6% après 1960, et de 1% après 1980.

Pays en transition – vers quelle destination ?

L'effondrement économique des pays de l'ancien bloc soviétique constitue une histoire de croissance assez particulière. Avant 1989, ces pays possédaient une économie industrialisée et une société urbanisée. Après 1989, on a réfléchi pour eux à une stratégie de « transition » : de l'économie planifiée à l'économie de marché à part entière. L'intégration rapide au marché mondial, assortie d'un bouleversement profond des structures économiques et commerciales, semblait constituer le bon mélange. Les États-Unis espéraient que les pays en transition pourraient accomplir ce processus en cinq ans. Les gouvernements d'Europe occidentale, plus prudents, comptaient dix ans ou un peu plus³³. La transition dure maintenant depuis une quinzaine d'années. On a vu naître un peu partout un capitalisme de prédateurs que les nouvelles élites – baignant elles-mêmes dans la prospérité – sont de moins en moins pressées de transformer.

Le FMI et des équipes de conseillers travaillant sous mandat des États-Unis aidèrent à mettre en œuvre cette stratégie de transition. En collaboration avec les nouveaux dirigeants post-communistes, ils imposèrent la libération rapide des prix, la privatisation et l'ouverture des marchés des capitaux et des biens. En Russie, dans les nouvelles républiques de l'ex-Union soviétique et dans quelques pays plutôt vulnérables d'Europe de l'Est, cette « thérapie de choc » a entraîné une désindustrialisation, un énorme chômage, une incroyable paupérisation, la fuite massive des capitaux.

La ligne suivie par Washington a provoqué peu à peu à peu de vives polémiques au sein des Institutions de Bretton Woods. Joseph Stiglitz, ex-chef économiste de la Banque mondiale, s'est opposé à cette politique, sans succès. Ses critiques adressées publiquement au FMI,

qu'il accusait d'être responsable de ces erreurs, a accéléré son départ de la Banque mondiale au début de 2000. Elles ont déclenché aux États-Unis un débat animé sur la question de savoir qui avait « perdu » la Russie. Dans l'ouvrage qui dresse le bilan de ses années à la Banque mondiale, Stiglitz fait observer que parmi les anciens pays à économie planifiée, seuls ont maîtrisé leur transition vers l'économie de marché ceux qui appliquent une stratégie autonome, adaptée à leurs particularités locales. C'est notamment le cas de la Pologne, du Vietnam ou de la Chine, celle-ci étant le pays du monde qui a réalisé la plus forte croissance économique au cours de ces vingt dernières années³⁴.

plaidoyer pour un changement de cap

Cette étude établit en outre qu'au cours de la même période, les progrès réalisés dans les domaines de la santé (espérance de vie et mortalité infantile) et de l'éducation ont régressé par rapport à l'époque réprouvée de la substitution des importations. Ces résultats contredisent diamétralement les déclarations officielles sur les bienfaits de la mondialisation.

Un aspect ironique de ce problème de croissance est que les partisans de la mondialisation croient posséder les principes de politique économique nécessaires pour apporter une forte croissance économique aux pays pauvres. Ils sont en plus persuadés que leurs adversaires – les ONG ou altermondialistes – sont des ennemis de la croissance, en quelque sorte des idéalistes qui veulent éradiquer la pauvreté du monde par le biais d'une redistribution étatique³⁵. Ils font ainsi proclamer par la Banque mondiale que « la croissance est bonne pour les pauvres », afin de contrer le slogan : « la redistribution est bonne pour les pauvres » qu'ils attribuent à ceux qui les critiquent³⁶.

Critiquer la mondialisation n'équivaut pas à douter que la croissance soit utile aux pauvres. Ce que disent les altermondialistes, c'est que la croissance brille par son absence ! Notre époque de réformes libérales et d'intégration forcée au marché mondial voit en effet l'économie piétiner sérieusement. Cela conduit naturellement à soupçonner que la stratégie politico-économique dominante contribue à cette situation.

Il est d'ailleurs frappant de voir que le FMI, la Banque mondiale ou le Comité d'aide au développement de l'OCDE choisissent, dans la plupart de leurs études sur le développement et ses résultats, des échelles de comparaison temporelles qui permettent de dissimuler le fléchissement de la courbe de croissance et les conséquences dramatiques de la stagnation, voire de la régression de la croissance économique après 1980. On aime notamment comparer les données d'aujourd'hui à celles de 1950 (« au cours des cinquante dernières années »), car cela permet d'additionner les résultats des deux périodes (substitution des importations et intégration au marché mondial). Ou alors on rapproche les chiffres des années 1990 et ceux des années 1980 – la décennie de la crise de la dette et de l'« ajustement structurel » – car les années 1990 ont donné des résultats un peu meilleurs.

Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

Les pays en développement qui réussissent suivent des stratégies hétérodoxes

Les Institutions de Bretton Woods produisent des études qui montrent que les pays qui, sous leur conduite, appliquent la stratégie d'intégration au marché mondial, obtiennent des résultats économiques pitoyables. Elles produisent également des études qui prouvent le contraire, grâce à une présentation habile des données. On se rend donc plus ou moins compte que tout est plus difficile dans la pratique que dans la théorie. En règle générale, les Institutions de Bretton Woods attribuent cependant les échecs de la stratégie officielle à des circonstances politiques, à des luttes de pouvoir ou à la conduite irresponsable des élites locales du pays considéré – des facteurs qui ont sans doute une importance considérable. En revanche, elles s'intéressent peu à la question de savoir si leur propre stratégie de développement a aussi contribué à ces revers ; elles ne se demandent pas si le succès de nombreux pays en développement asiatiques et de quelques autres, dont la croissance économique a été remarquable ces vingt dernières années, ne serait pas dû à une meilleure stratégie de développement.

Au contraire, les Institutions de Bretton Woods et les gouvernements des pays industrialisés font depuis des années comme si les performances des pays en développement dynamiques étaient également attribuables à leur stratégie d'intégration forcée au marché mondial.

L'exemple des Tigres du (Sud)-Est asiatique

Ces pays avaient adopté et poursuivent encore une stratégie de développement qui n'a rien à voir avec celle de l'intégration au marché mondial. Les interventions de l'État ont été déterminantes pour leur industrialisation rapide et leur croissance vigoureuse. Les élites locales avaient élaboré leur propre variante d'une promotion étatique du développement forte, sur le modèle du rattrapage industriel opéré par le Japon : combiner la protection du marché intérieur et le soutien par l'État des

plaidoyer pour un changement de cap

entreprises capables d'exporter, donc de s'imposer sur le marché mondial. Comme le Brésil, les Tigres asiatiques ont imposé aux multinationales qui voulaient investir chez eux des conditions portant sur le transfert de technologie, l'utilisation de produits indigènes, la part des exportations, etc. Dès la seconde moitié des années 1970, ces pays sont devenus des exportateurs agressifs, envahissant le marché mondial de produits industriels toujours plus sophistiqués. Indifférents à la contre-révolution intervenue au début des années 1980, ils s'en sont tenus à leur protection du marché intérieur combinée à une politique d'exportation offensive.

Les Institutions de Bretton Woods avaient une perception sélective de la réalité extrême-orientale. Elles fermaient l'œil qui aurait vu les Tigres protéger leur marché intérieur et apporter le soutien des pouvoirs publics à leurs entreprises et n'ouvraient que celui qui admirait leur dynamisme exportateur et leur intégration au marché mondial. C'est ainsi en borgnes qu'elles ont prôné, durant la première moitié des années 1990, le modèle des Tigres du (Sud)-Est asiatique à leurs cousins démunis d'Amérique du Sud, d'Afrique et du reste de l'Asie. À cette époque, la politique économique des pays censés suivre l'exemple asiatique se trouvait depuis des années déjà sous la férule du consensus de Washington. Les instruments ou institutions qui auraient permis à l'État d'intervenir activement dans les processus économiques avaient déjà été neutralisés ou abolis, s'il y en avait jamais eu.

La réussite des Tigres du (Sud)-Est asiatique a cependant aussi une facette politique, sur laquelle la Banque mondiale et le FMI passent comme chat sur braise. Pour les États-Unis, les pays qui s'étendent de la Corée du Sud et Taiwan à l'Asie du Sud-Est, ont longtemps formé avec le Japon la première ligne de front contre une « Eurasie communiste » (Union soviétique et Chine). Cette région avait une importance stratégique comparable à celle de l'Europe occidentale et bénéficia, après 1948, d'une version asiatique du Plan Marshall. Entre 1945 et 1978, les États-Unis ont ainsi octroyé à la Corée du Sud une aide économique équivalente à celle qu'ils ont fournie à tout le continent africain durant la même période³⁷. Jusqu'au milieu des années 1980, les Tigres jouissaient en outre de faveurs sur le

Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

marché américain, sans l'obligation d'une « contrepartie ». Cette position privilégiée s'est dégradée avec l'effritement de l'Eurasie communiste, lorsque la Chine s'est mise à développer sa propre version du capitalisme et que les relations avec l'Union soviétique se sont brusquement détendues vers la fin des années 1980. Les États-Unis se sont alors mis à exiger de leurs alliés extrême-orientaux des contreparties sur leurs marchés des biens et des capitaux, et à critiquer les particularités de leurs politiques de développement.

Dans la première moitié des années 1990, l'ouverture de leurs marchés financiers a valu aux Tigres un afflux de capitaux analogue au raz-de-marée qui avait ruiné l'Afrique et l'Amérique latine quinze ans auparavant. Cette euphorie a logiquement abouti à la crise financière de 1997-1998. Jusqu'à l'été 1997, ils avaient été les élèves modèles de l'économie libérale aux yeux des Institutions de Bretton Woods. Durant la crise, le gouvernement américain en fit l'exemple, à ne pas suivre, d'un capitalisme entravé et immature, dans lequel l'État est beaucoup trop présent et où le clientélisme prend la place de mécanismes de marché efficaces. Les États-Unis, le FMI et de nombreux gouvernements européens (la Suisse notamment) attribuèrent alors la crise des Tigres au contrôle des investissements par l'État, aux mesures de protection et de promotion du marché intérieur, ainsi qu'à l'ouverture unilatérale du marché américain accordée pour des motifs géostratégiques. Étaient donc en cause les instruments mêmes qui avaient permis le « miracle économique » du (Sud)-Est asiatique ; d'ailleurs, la plupart de ces pays sont sortis relativement vite de cette crise en s'appuyant toujours sur ces mêmes instruments.

L'exemple de l'Inde

Depuis deux ou trois ans, l'Inde est pour les Institutions de Bretton Woods et tous les partisans de la mondialisation l'exemple d'une intégration magnifiquement réussie au marché mondial. Si elle est aujourd'hui une puissance émergente relativement industrialisée avec des millions de personnes jouissant d'une excellente formation, elle le doit à une stratégie de déve-

plaidoyer pour un changement de cap

loppement autonome que Washington a longtemps suivie d'un œil extrêmement méfiant. L'Inde a poursuivi après 1980 sa propre variante de la politique de substitution des importations, avec des taux de croissance que l'Amérique latine et l'Afrique n'ont jamais retrouvés ces vingt dernières années. Mais l'Inde n'avait pas subi la crise de la dette; ses gouvernements avaient gardé une attitude traditionnellement réservée à l'égard des crédits en devises étrangères, et se passèrent de la manne douteuse des années 1970. Ce n'est qu'au cours des années 1990 que l'Inde a assoupli la protection de son marché intérieur et la planification centralisée de son économie, selon des conditions dictées par ses propres élites et non par Washington. Aujourd'hui encore, l'Inde protège si bien son industrie indigène que les fonctionnaires suisses du commerce extérieur voient rouge quand on parle de ce pays. Elle n'a pas encore libéré entièrement ses mouvements de capitaux, bien qu'à chaque visite officielle en Inde depuis dix ans, les Occidentaux s'emploient avec véhémence à obtenir l'ouverture complète de ce marché financier. Du fait même qu'elle soit restée inflexible et qu'elle ait pu le faire, l'Inde, comme la Chine, a évité le cyclone de la crise financière asiatique.

Les gouvernements des pays industrialisés et les Institutions de Bretton Woods prétendent aujourd'hui que c'est grâce aux mesures de libéralisation des années 1990 que l'Inde est sortie de la stagnation économique, imputable à des décennies de dirigisme politique marqué par la substitution des importations. C'est là pure propagande, parfaitement contraire aux faits: la croissance économique de l'Inde a été de 5,9% en moyenne de 1981 à 1990, donc supérieure aux 5,6% réalisés de 1991 à 2000. Sa productivité a fortement augmenté dès après 1980, et pas seulement dans les années 1990, et cela sans libéralisation³⁸. L'Inde et la Chine sont des exemples d'ouverture lente et graduelle au marché mondial, après de longues années de modernisation agricole axée sur le marché intérieur et d'industrialisation autonome – exactement ce que les contre-révolutionnaires de la politique de développement avaient dénoncé comme le moyen de courir inéluctablement au désastre.

L'exemple de la Chine

Les défenseurs de la pensée unique en matière de développement ont coutume de placer les pays en développement sur un axe dont les deux pôles sont l'économie d'État (substitution des importations) et l'économie de marché (intégration au marché mondial). Plus un pays est proche du pôle étatique, plus sa cote est mauvaise ; plus il se rapproche d'une véritable économie de marché, plus ses progrès économiques et sociaux devraient théoriquement s'amplifier. On diffuse ainsi le sentiment que les pays en développement devraient choisir entre passé et avenir, entre « communisme » et une sorte de capitalisme « tropical » à l'anglo-saxonne – donc, par exemple, entre Corée du Nord et Singapour.

Il est assez ironique que la Banque mondiale donne comme preuves des bienfaits de la mondialisation – donc de l'ouverture au marché mondial – les exemples de l'Inde et surtout de la Chine, pays en réalité fort éloigné du bon pôle idéologique sur l'axe étatisme-libéralisme. Cette Chine érigée en modèle pratique, comme le Vietnam d'ailleurs, un régime de propriété qui devrait, selon la doctrine dominante, conduire en droite ligne à l'enfer économique. Pire encore, les très répandues entreprises municipales et villageoises – qui appartiennent à une commune, à un quartier ou à une autre collectivité publique analogue, et dont les titres de propriété sont assez flous – ne constituent pas des boulets à traîner pour l'économie chinoise, mais son secteur le plus dynamique.

À cet égard, l'État détient une partie appréciable de l'appareil de production chez certains Tigres non communistes également. À Taiwan, rival « capitaliste » de la République populaire « communiste », l'État possédait jusque dans les années 1990 pas moins de 50% du capital investi. Ce pays a réussi « malgré tout » à augmenter ses revenus de 400% en termes réels au cours des trente dernières années, une performance qu'aucun pays en développement contraint de se plier au consensus de Washington ne parviendra à réaliser.

L'étude de la Banque mondiale, qui a vanté l'excellence de la Chine et de l'Inde, n'a pas eu l'honnêteté de reconnaître que ces deux pays se moquaient de la stratégie de développement

plaidoyer pour un changement de cap

des Institutions de Bretton Woods et que cela, précisément, expliquait leur réussite. Seule une petite phrase de ce rapport de 200 pages admet que la position de la Chine et de l'Inde au premier rang des « gagnants de la mondialisation », ne signifie pas automatiquement qu'ils ont suivi des politiques de libre marché et de libre commerce³⁹. Par ailleurs, le projet de cette étude mentionnait l'Argentine comme autre étoile de la mondialisation triomphante, qui dut peu après se déclarer insolvable. Ce pays avait absorbé d'une manière sans égale la médecine politico-économique de Washington ; il avait, comme tant d'autres, finit par sombrer sous les contradictions inhérentes à la libéralisation des mouvements de capitaux.

Quelle responsabilité des pays en développement ?

On peut rétorquer qu'une telle approche décharge les dirigeants et les élites au pouvoir dans les pays en développement de toute responsabilité. Ce n'est, bien entendu, pas du tout pareil si les crédits accordés par les Institutions de Bretton Woods à des gouvernements financent effectivement les programmes auxquels ils sont destinés, ou s'ils empruntent le système des places financières offshore pour être placés – par exemple en Suisse – sur les comptes des dirigeants, de leurs familles et de leurs amis. Cela fait également une grande différence si les gouvernements locaux contraints de réduire leur budget taillent dans les dépenses sociales et éducatives, ou dans celles de l'armée et des services secrets. Et ainsi de suite, la liste des exemples possibles est infinie. C'est la somme des initiatives économiques des acteurs indigènes et celle des confrontations sociales, politiques (et guerrières) dans un pays qui déterminent en dernière instance le type et l'ampleur de son développement. Et c'est aux élites locales qu'il incombe essentiellement de créer un cadre qui soit favorable à la fois aux initiatives économiques de la population et à une issue constructive des affrontements internes.

Cela ne décharge en rien les institutions qui interviennent de l'extérieur sur des événements qui se déroulent dans les pays en développement : elles n'en sont pas moins, en effet, respon-

Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

sables des effets de leurs interventions. Si les pays industrialisés, avec l'aide des institutions internationales qu'ils contrôlent, imposent une stratégie de développement économique discutable et dont ils conservent tous les leviers financiers, c'est bien à eux que des critiques doivent être adressées.

Cela ne signifie donc pas que les pays en développement qui ont eu la chance de pouvoir se passer des recettes de Washington, n'ont pas exactement les mêmes « problèmes de développement » que les clients des Institutions de Bretton Woods. L'Asie du Sud-Est, la Chine ou l'Inde connaissent la corruption. Leurs élites détournent des fonds publics sur des comptes à l'étranger. Elles ne s'échinent pas du matin au soir à améliorer le sort de leurs concitoyens pauvres ; elles ne sont en cela ni meilleures ni pires que les dirigeants d'autres pays. Les gouvernements indiens investissent depuis longtemps des sommes gigantesques pour leur armement atomique, montants qu'il serait plus utile d'affecter au secteur social ou aux infrastructures. Pour se maintenir au pouvoir, le Parti communiste chinois consacre énormément d'argent à l'armée, à la police et aux services secrets, alors que des centaines de millions de Chinoises et de Chinois vivraient indiscutablement mieux avec moins d'État policier et davantage d'investissements sociaux.

Même les pays en développement qui progressent ont de sérieux problèmes économiques. Leurs résultats doivent être replacés dans le contexte général. En 2002, le PNB par habitant s'est élevé à 940 dollars en Chine, 480 dollars en Inde, soit respectivement 40 et 80 fois moins que le chiffre correspondant pour la Suisse. Avec une base générale aussi modeste, la majorité de ces populations vit dans des conditions économiques difficiles ou carrément mauvaises. Ces deux pays ont d'énormes problèmes sociaux et des conflits à foison. Les disparités de revenus sont considérables : elles sont aujourd'hui pires en Chine qu'en Inde, mais dans les deux cas, elle sont moins marquées que sur les marchés émergents d'Amérique du Sud.

Il convient donc de relativiser les progrès apportés par un développement économique rapide. Par ailleurs, même pour les populations démunies, la différence est très grande entre développement et absence de développement.

plaidoyer pour un changement de cap

On constate d'une manière générale que les pays en développement qui réussissent ont protégé leur marché intérieur durant de longues années ou même des décennies, à tel point qu'ils devraient souffrir d'une grave sclérose selon les doctrines de Bretton Woods. Tous interviennent à des degrés divers dans leur économie. Certains ont instauré des innovations en matière de politique sociale dès les débuts de leur processus de développement, sans attendre d'en faire une « récompense » finale. L'île Maurice, par exemple, a décrété des salaires minimaux, un instrument que même les plus riches pays industrialisés ne pourraient pas s'offrir sans se figer dans une paralysie totale, si l'on en croit les fonctionnaires de l'économie mondiale à Washington⁴⁰.

Tout est allé bien plus mal pour les pays en développement tributaires du FMI et de la Banque mondiale, et contraints d'appliquer la stratégie de l'intégration au marché mondial. Ils ont été obligés d'élaguer, voire même d'abolir leur arsenal de mesures politiques (souvent rudimentaires) destinées à soutenir le développement économique et l'industrialisation indigène. Ils se sont ouverts trop vite et trop largement au marché mondial, sans y être préparés. Ils ont ainsi perdu des pans entiers de leur industrie et de leur commerce, face à des concurrents étrangers plus forts qu'eux; ils ont mis en péril la production alimentaire locale. Ces pays, forts à plaindre, s'en tiraient mieux avant 1980; depuis qu'ils se voient contraints d'épouser la doctrine officielle, ils n'ont plus que des résultats bien maigres ou négatifs à faire valoir.

Un changement de cap est nécessaire

Le triomphe de l'intégration au marché mondial en tant que seule vérité stratégique a fait perdre du terrain à l'économie du développement, discipline scientifique et courant de pensée naguère influent sur le plan politique. La nouvelle orthodoxie la considère comme altérée par une « contamination keynésienne » et battue en brèche par le prétendu échec de la politique de substitutions des importations. C'est même au plus haut niveau politique que l'on s'est félicité du rejet et du

Le développement économique par l'intégration au marché mondial ?

bannissement de l'économie du développement ; le représentant des États-Unis à la Banque asiatique de développement déclara en 1985 : « Les États-Unis refusent complètement l'idée qu'il existerait quelque chose comme une économie du développement⁴¹. »

Les promoteurs de la mondialisation sont partis de l'idée qu'il n'existe plus pour le monde entier – quelles que soient les différences entre les pays et leurs niveaux de développement – qu'un seul et même jeu de « lois » économiques : la formule néoclassique à l'américaine dont est issue la politique de la « monnaie saine » et du « libre commerce », qui doit servir de panacée universelle. Toutes les autres écoles de pensée économique hétérodoxe – elles sont étonnamment nombreuses – ont été exclues du livre de recettes politico-économiques du consensus de Washington. Cette idéologie économique impériale est devenue l'une des principales cibles des forces critiques dans les débats sur la mondialisation, dénoncée comme « pensée unique »⁴².

Ces thèmes occupent beaucoup les mouvements de base et les ONG des pays en développement engagés dans le mouvement altermondialiste. Cependant, depuis la crise asiatique, l'intégration économique forcée est également un point central du désaccord entre les gouvernements des pays en développement et ceux des pays industrialisés. Il se manifeste lors des assemblées extraordinaires des Nations unies sur des questions économiques, sociales ou écologiques à caractère global, au sein des Institutions de Bretton Woods dans la mesure où les pays en développement ont voix au chapitre, et surtout dans le cadre de l'OMC.

La direction à prendre est claire : il s'agit de briser le corset économique qui sous-tend les opérations des Institutions de Bretton Woods. Il faut revoir de fond en comble les conditions économiques auxquelles les crédits sont liés, en tenant enfin compte – théoriquement et pratiquement – des facteurs qui ont fait le succès de certains pays en développement. On renoncera à l'idée que l'intégration forcée au marché mondial est le sésame économique. Il convient par ailleurs d'aménager les aspects financiers et commerciaux du cadre économique mondial, de telle sorte que les pays en développement disposent

plaidoyer pour un changement de cap

d'une marge de manœuvre suffisante pour définir leur propre stratégie de développement. Le contexte général doit les autoriser à se concentrer sur la croissance de leur marché intérieur et sur une intégration accrue à l'échelon régional (échanges Sud-Sud).

Le fait d'instaurer à l'échelle planétaire des conditions économiques favorables aux pays en développement signifiera la fin de la libéralisation permanente qui caractérise la politique de mondialisation actuelle. Les idéologues du libre-échange prétendent qu'une interruption des efforts de libéralisation entraînerait l'effondrement des acquis et aboutirait à la fermeture complète et réciproque des marchés nationaux. De même qu'un cycliste ne doit pas cesser de rouler s'il veut éviter de tomber, les États devraient poursuivre sans relâche le processus de libéralisation du commerce pour ne pas perdre le fruit des efforts précédents. Libre-échange ou protectionnisme absolu, telle est l'alternative devant laquelle les zéloteurs du libéralisme nous posent.

En fait, cette alternative n'existe pas. Les processus réussis de rattrapage industriel étaient fondés jusqu'à présent sur des mélanges spécifiques et évolutifs de protectionnisme et d'ouverture au commerce mondial. Les pays industrialisés de longue date ont fait la même expérience au cours de leur histoire. L'ère keynésienne se caractérisait par un système assez complexe de régulation globale associant ouverture et protection. Cette période a été la plus fructueuse à ce jour dans la longue histoire de l'économie capitaliste.

5. Gouvernance globale, États nationaux et démocratie

« Ceux que nous avons élus n'ont aucun pouvoir.
Et ceux qui ont le pouvoir, nous ne les avons pas
choisis. »

Affiche d'un manifestant⁴³

Selon l'opinion courante, l'ère de la mondialisation voit l'État perdre de son importance. Cette « perte d'importance » renvoie, entre autres, à la capacité que peut avoir un gouvernement de contrôler l'économie, ou à sa capacité de soustraire son territoire à certains problèmes planétaires (les migrations, par exemple) ou de les affronter seul (le réchauffement climatique, par exemple). Alors que les élites dominantes des pays industrialisés se félicitent du premier aspect, le second est ressenti comme fâcheux et l'on tend à le minimiser.

Internationalisation et dépolitisation de la politique économique

Pour les idéologues de la contre-révolution antikeynésienne, l'État n'est pas partie de la solution, mais un élément du problème. Cela fait vingt ans que cette vision détermine la politique des partis gouvernementaux des pays anglo-saxons, plus particulièrement des États-Unis. Du point de vue néoclassique, les décisions d'économie politique prises par un État sous la pression de groupes d'intérêts aboutissent à des solutions « irrationnelles », à des interventions « inadéquates » qui provoquent des distorsions des « forces du marché ». En d'autres termes, la mise en place d'une authentique économie de marché se heurte à des groupes d'intérêts qu'il n'est pas possible d'ignorer.

plaidoyer pour un changement de cap

Dans cette optique, l'avantage des régulations économiques internationales est qu'elles peuvent être négociées par les gouvernements ou par les « bureaucraties spécialisées » à l'abri des groupes d'intérêts nationaux. C'est pourquoi les négociations intergouvernementales aboutissent plus facilement à des solutions axées sur le marché (donc « rationnelles »). Ces règles internationales se répercutent alors comme un « choc externe » (voir le « choc pétrolier ») sur les divers États de la planète. Elles les contraignent à des « réformes de marché » et contribuent à surmonter les résistances liées aux droits acquis : les entrepreneurs, acculés à la faillite par une concurrence internationale plus dure, ou les chômeurs voient logiquement leur résistance s'affaiblir. Jean-Daniel Gerber, le nouveau secrétaire d'État à l'économie de la Suisse, a fait l'éloge de ce mécanisme devant la Chambre de commerce Suisse-Amérique : « Il y a un lien étroit entre l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers et la politique intérieure, car les négociations commerciales impliquent l'ouverture du marché national. Cela permet d'exercer une pression supplémentaire sur les groupes d'intérêts obstinément protectionnistes⁴⁴. »

Nous connaissons bien cela : innombrables sont les réformes de politique économique qui nous ont été vendues avec l'argument qu'il faut s'adapter au « marché mondial » (dont nos gouvernements réécrivent constamment les règles) ou qu'elles sont devenues inéluctables avec la « dureté accrue de la concurrence internationale » ; provoquée par l'ouverture des marchés et la libéralisation des mouvements de capitaux, la concurrence contraint en effet chacun à se montrer plus souple, plus rapide et mieux adapté au marché. Il est manifestement avantageux de présenter le programme national de « réformes liées à l'économie de marché » comme une nécessité imposée de l'extérieur : personne n'en est vraiment responsable et à qui cherche des coupables politiques, on parlera de « forces étrangères ».

L'internationalisation des décisions de politique économique s'accomplit aux dépens des groupes d'intérêts limités au territoire national, qui n'ont ni envergure ni mobilité mondiales ; elle se fait donc au détriment des syndicats, des paysans, des entreprises concentrées sur le marché intérieur et des « simples »

gouvernance globale, états nationaux et démocratie

citoyens. Les représentants des acteurs globaux (investisseurs et entreprises transnationales) s'entendent en revanche très bien pour exercer leur influence sur les négociations économiques intergouvernementales. L'avantage, c'est qu'à ce niveau ils n'ont plus d'adversaires à affronter et peuvent faire valoir leurs requêtes, par les voies les plus directes, à des gouvernements pleins de bienveillance. Il s'avère ainsi que la mondialisation a réduit l'importance non pas de l'État, mais de la démocratie, en ce sens que des pans entiers de la politique économique échappent au débat démocratique entre diverses forces sociales de la nation. La politique économique internationale est devenue l'affaire de gouvernements qui réunissent des compétences exécutives, législatives et judiciaires pour eux-mêmes et leurs organes multilatéraux, et qui exercent un pouvoir dépourvu de tout système réel de contrepoids⁴⁵.

Cependant, la « dépolitisation » de la politique économique nationale via son transfert à l'échelon international, n'a pas entièrement fonctionné. Ce transfert constitue, de fait, l'une des causes du malaise largement répandu envers la mondialisation, et est ainsi à l'origine du mouvement altermondialiste. Il a entraîné sans qu'on le veuille une forte politisation de tous les processus de décision internationaux.

La démocratie dessaisie de ses prérogatives

Le plus grand « choc externe », aux répercussions durables, a été généré par les États occidentaux lorsqu'ils ont dérégulé les mouvements de capitaux transfrontières, imposant leur volonté presque partout dans le monde. Aujourd'hui, tous les pays – les pauvres davantage que les riches – doivent craindre des fuites de capitaux et des spéculations monétaires, dès le moment où ils prennent des décisions de politique fiscale, sociale, environnementale ou conjoncturelle ressenties par les investisseurs comme préjudiciables à leurs rendements. Les partisans de la mondialisation vantent ce mécanisme comme une « camisole de force dorée » des marchés financiers ; ils considèrent les opérations boursières au quotidien comme un vote démocratique des investisseurs sur la bonne gouvernance

plaidoyer pour un changement de cap

économique des gouvernements. Le deuxième pilier de la politique de mondialisation – la libéralisation permanente du commerce dans le cadre de l'OMC (voir p. 38) – promulgue un droit international qui neutralise les réglementations nationales et restreint ainsi encore davantage la marge de manœuvre politique.

Il serait faux de considérer cette évolution comme une « perte de pouvoir » globale de l'État. Le nouvel ordre économique mondial n'a pu être imposé que parce que des États puissants le voulaient. Et il ne durera que si ces États sont disposés à protéger avec tous leurs instruments de pouvoir le tissu international des titres de propriété privée garantis par des règles juridiques⁴⁶. Il serait donc plus exact de parler d'un déplacement de la fonction de l'État à l'ère de la mondialisation : au Nord, l'État social se transforme en une sorte d'« État promoteur de la compétitivité nationale »⁴⁷ ; au Sud, l'État promoteur de développement devient une forme d'« État succursale du marché mondial », capable de garantir les intérêts des élites planétaires et de contrôler les revendications des populations – la grande majorité de l'humanité – exclues du capitalisme international. Dans ce contexte, il est trompeur d'utiliser le terme « État » sans préciser s'il s'agit d'un État surpuissant, fort ou faible. La Suisse ou le Bhoutan ont toujours été moins souverains que les États-Unis ou l'Inde.

Même si la « perte d'importance économique » était voulue, on constate après coup que le mode de régulation actuel de l'économie mondialisée ne peut plus être modifié par des États agissant pour leur compte. À une exception toutefois, les États-Unis : s'ils se décidaient de leur propre gré à un changement, ils feraient déraiser les conditions générale du système, ce qui leur permettrait de négocier de nouvelles règles générales et de les imposer, le cas échéant. Il en allait d'ailleurs de même sous l'ère keynésienne : bien que les souverainetés nationales en matière de politique économique étaient alors relativement fortes, le régime keynésien reposait sur un ordre mondial (les cours de change fixes, par exemple) qui supposait une entente et des règles internationales. Les États-Unis ont unilatéralement condamné ce système en 1971 au moment où, par un acte souverain, ils ont abandonné la

gouvernance globale, états nationaux et démocratie parité-or du dollar pour laisser flotter leur monnaie deux ans plus tard.

L'internationalisation rhétorique de la politique environnementale et sociale

Les milieux économiques dominants ont leurs propres conceptions de ce qui doit se régler à l'échelle internationale et de ce qui appartient à la politique intérieure. Contrairement à la politique économique, les questions fiscales, sociales et écologiques relèvent à leurs yeux d'instances nationales ou même locales. Seules les règles du marché doivent être fixées autant que possible internationalement, afin de garantir une situation équitable pour tous les acteurs, c'est-à-dire une situation de concurrence sans distorsions. Les problèmes sociaux ou environnementaux qui ne peuvent pas être résolus par le marché lui-même – la croyance prévaut, en réalité, qu'un marché libre réglera automatiquement la plupart d'entre eux – doivent être traités le plus localement possible, à titre subsidiaire.

Dans la pratique, ce fondamentalisme du libre marché n'est pas applicable tel quel à des situations réelles. Il y a un besoin trop évident d'aborder ensemble les questions qui affectent de nombreux pays, voire toute l'humanité. Cette problématique touche de nombreux domaines. Nous n'en évoquerons ici que deux, qui ont donné lieu à de vifs débats ces dernières années : la politique sociale et la politique environnementale. Parallèlement à la politique économique, elles ont vécu une internationalisation que l'on peut qualifier au mieux de rhétorique. Même l'émancipation des femmes et la transformation des rôles attribués aux deux sexes ont été internationalisées dans les discours. Les conférences des Nations unies produisent sur ces questions des déclarations d'intention « molles » des gouvernements ainsi que des conventions internationales plus « dures », dont l'application progresse toutefois avec peine, lorsqu'on ne les fait pas carrément capoter (Protocole de Kyoto). Ce qui manque en particulier à ces domaines du droit international, c'est le pouvoir de mise en œuvre contraignante

plaidoyer pour un changement de cap

que les puissances industrielles ont investi dans le système de sanctions de l'OMC, dans la « camisolite de force dorée » des marchés financiers et dans le système de financement des crédits aux pays en développement dépendants. Les souverainetés nationales y restent donc fortement sauvegardées et les résultats tangibles des politiques internationales en matière écologique et sociale sont plutôt faibles; ils le sont d'autant plus si on les compare aux conséquences frappantes de la politique économique internationale.

Institutions multilatérales : les fortes et les faibles

La différence entre le volet économique et le volet rhétorique de la gouvernance globale se manifeste dans deux groupes distincts d'institutions multilatérales: l'ONU et ses sous-organisations représentent aujourd'hui plus ou moins la gouvernance rhétorique et « molle », alors que les Institutions de Bretton Woods et l'OMC sont le noyau « dur » de la gouvernance globale réelle. Ces dernières sont dirigées par les pays industrialisés, les États-Unis y jouissant soit d'un droit de veto formel (comme au FMI et à la Banque mondiale), soit d'une prédominance de fait (OMC). Le système des Nations unies est quant à lui plus perméable et plus représentatif de la communauté internationale, beaucoup plus ouvert aux pays en développement. Il représente le monde et sa majorité de façon plus adéquate que les Institutions de Bretton Woods ou même que l'OMC.

L'OMC, toutefois, ne connaît ni majorité institutionnalisée des pays industrialisés, ni droit de veto spécial des États-Unis. Formellement, elle est structurée comme une ONU, mais sans Conseil de sécurité. Etant donné la règle du consensus, n'importe quel État peut théoriquement bloquer l'adoption de nouvelles règles. Lors de sa création en 1995, emportés par leur euphorie mondialisante, les pays industrialisés ont, en fait, cru qu'ils pourraient imposer la substance des accords de l'OMC. Depuis qu'ils se heurtent à un front relativement résistant de pays en développement, ils proclament, à titre préventif, qu'ils ne se plieront jamais aux décisions majoritaires de l'OMC et

gouvernance globale, états nationaux et démocratie

qu'ils poursuivront, le cas échéant, leur politique de commerce extérieur en dehors de l'organisation.

OMC mise à part, toutes ces institutions ont vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, bien avant l'ère de la mondialisation. Dans les années 1970, les pays en développement ont tenté, avec le projet d'un nouvel ordre économique international, de transformer l'ONU en un instrument de gouvernance globale favorable à leurs intérêts. Les milieux économiques et les conservateurs politiques de l'Occident ont réagi comme s'il s'agissait d'un coup révolutionnaire visant leur expropriation, de sorte qu'il en est résulté la contre-révolution de la politique de développement (voir page 44). Après la crise de la dette, les États-Unis et les pays industrialisés d'Europe ont restreint l'importance et l'influence de l'ONU, adapté le mandat des Institutions de Bretton Woods qu'ils dominent au changement de cap antikeynésien et accru l'autorité de celles-ci. La création de l'OMC en 1995 constitue provisoirement le dernier acte de ce « rééquilibrage » entre les organisations multilatérales.

L'activité de ces institutions multilatérales conduit à un système de droit international et à un ensemble de règles théoriquement valables pour tous. Tout le monde considère comme un progrès que les relations entre États soient de plus en plus régies par un ensemble de règles juridiques. Ce système est toutefois affaibli par le fait que les États-Unis se réservent explicitement le droit de prendre, selon les circonstances, des décisions qui ne tiennent pas compte des règles en vigueur. L'attitude américaine a notamment pour effet de couvrir le nombre considérable d'autres gouvernements qui s'attribuent discrètement le droit de ne respecter le droit international et les règles convenues que lorsque cela les arrange.

En résumé, le système actuel de gouvernance globale a un impact considérable mais très discutabile en termes d'utilité dans le domaine économique, ainsi que de sérieux effets secondaires sur les plans social et écologique ; il s'impose dans les différents pays aux dépens du contrôle démocratique. Son impact reste en revanche faible là où l'on aurait besoin d'une attitude plus stricte, pour imposer le respect des droits humains et le changement de cap écologique, conditions mêmes de la survie du genre humain. Il réserve enfin aux États-Unis et à d'autres

plaidoyer pour un changement de cap

pays industrialisés une trop grande prédominance (pouvoir de décision et droit de veto), au détriment des États où vit la grande majorité des habitants de la planète.

Gouvernance globale à l'européenne

Certains milieux européens – parmi lesquels des sociaux-démocrates et des centristes au pouvoir – plaident pour une intensification de la politique internationale dans les domaines écologique et social ; cela, afin de contrebalancer quelque peu les répercussions négatives de la mondialisation économique. Ils caractérisent la mondialisation par un déséquilibre des pouvoirs entre une « économie internationalisée » et une « politique limitée au territoire national ». Selon eux, on ne pourra remédier à ce déséquilibre que par une « internationalisation de la politique » ou par un renforcement de l'aptitude à conduire une politique mondiale (gouvernance globale). Comme les instances nationales ne parviennent plus à piloter les activités économiques pour atteindre les objectifs économiques, écologiques et sociaux souhaitables, cela doit se faire à l'échelle internationale. Il s'agit pour ces milieux de créer les institutions internationales nécessaires à une gouvernance globale, ou de renforcer à cet effet celles qui existent. Ils suggèrent ainsi que l'économie mondiale aujourd'hui « affranchie » pourrait être à nouveau « capturée » et « domptée » dans le cadre d'une sorte d'État planétaire⁴⁸. Les pays européens ont beaucoup contribué à ce que l'internationalisation rhétorique de la politique sociale et environnementale se développe et paraisse prendre un certain poids au cours des années 1990, malgré le désintérêt manifeste des États-Unis.

Les mêmes responsables européens ont pourtant travaillé, avec les États-Unis, à faire avancer le programme de la mondialisation économique ; ils ont réduit les marges de manœuvre nationales et « libéré » l'économie, donc contribué à créer la situation qu'ils entendent corriger par une gouvernance globale forte. On ne peut guère comprendre leur manière de penser sans inclure l'expérience de l'Union européenne et la construction du marché intérieur européen, qui ont marqué leur hori-

zon politique. La classe politique européenne tend à faire un parallèle entre la mondialisation de l'économie et la mise en place du marché intérieur européen; elle considère que son devoir est de réaliser quelque chose de comparable sur le plan international. En d'autres termes, sa conception de la gouvernance globale implique une adhésion au programme de mondialisation économique qui a été mené au pas de charge ces vingt-cinq dernières années. Mais elle veut le compléter par des « garde-fous » sociaux, écologiques et autres pour aboutir à une sorte de « Bruxelles » mondiale⁴⁹.

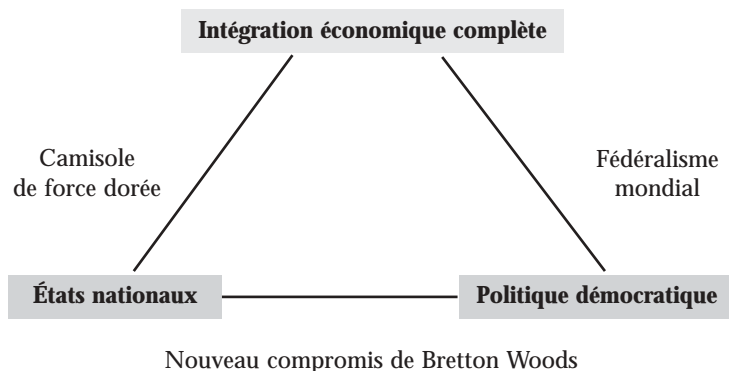
Cette conception spécifiquement européenne de la gouvernance globale est en crise depuis passablement de temps. L'administration Bush a abruptement mis fin au bienveillant multilatéralisme de l'ère Clinton, tourné en ridicule les ambitions mondialistes des Européens et réussi à diviser les membres de l'Union européenne sur les questions globales, au point que ces divisions seront difficiles à surmonter même après son remplacement. Actuellement, les États-Unis ne semblent aucunement envisager une internationalisation de la politique, hormis la garantie de leurs intérêts impériaux et la libéralisation des marchés. Par ailleurs, la « gouvernance européenne » suscite de vives protestations politiques dans l'Union européenne même, en raison de son déficit démocratique. Le fait que des compétences de politique économique aient été transférées à Bruxelles a provoqué des frictions accrues avec toutes les catégories sociales qui jouissaient jusqu'à récemment d'un certain poids dans les négociations de politique nationale. Enfin, l'expansion à l'Est de l'Union européenne conduit – au moins provisoirement – à une dilution du prosélytisme européen en matière de gouvernance globale.

Le « trilemme » politique de l'économie mondialisée

Les idées européennes sur la gouvernance globale sont discutables; elles comportent des objectifs contradictoires. Selon Dani Rodrik, économiste à Harvard et conseiller du G-77⁵⁰, la pleine intégration économique de tous les pays, l'expansion et le renforcement d'une politique démocratique ainsi que

plaidoyer pour un changement de cap

l'autodétermination possible dans un cadre national constituent le « trilemme » politique de l'économie globale (voir schéma ci-dessous). Il est impossible de concilier ces trois objectifs ; on ne peut en réaliser que deux à la fois⁵¹.



Lorsque, à l'instar de la politique de mondialisation depuis des années, on recherche la pleine intégration économique dans un monde constitué d'États nationaux, la camisole de force dorée des marchés financiers réduit le jeu démocratique comme une peau de chagrin. « Une fois que votre pays a endossé la camisole de force dorée », déclare l'apôtre américain de la mondialisation Thomas Friedman, « ses choix politiques se réduisent à Pepsi ou à Coca, [...] à de légères modifications de forme pour tenir compte des traditions locales, [...] mais toute déviation par rapport à ces règles d'or fondamentales est exclue. La camisole de force dorée réduit la marge de manœuvre des dirigeants en matière politique et économique à quelques paramètres relativement étroits. C'est pourquoi, dans les pays qui l'ont revêtue, il est actuellement de plus en plus difficile de trouver des différences réelles entre les partis au gouvernement et ceux dans l'opposition⁵² ».

Friedman et d'autres croient qu'une telle perte de choix est très largement compensée par l'extraordinaire prospérité économique qu'apporte ce système. Ayant à se prononcer entre des possibilités de choix politiques fondamentales et un revenu

suffisant pour leurs achats au supermarché, la plupart des gens opteraient pour la seconde solution. Il y a deux choses à dire sur ce point : premièrement, personne n'a effectivement concrétisé cette alternative ou sondé la volonté de la majorité ; deuxièmement, la « camisole de force dorée » n'est pas synonyme d'enrichissement. Il faut en effet un sacré culot pour, après vingt-cinq ans de « camisole de force dorée », faire comme si elle contribuait à l'aisance de tous, alors que – superriches mis à part – tous les faits prouvent le contraire.

Si nous voulons quelque chose qui ressemble à la démocratie dans une économie mondiale pleinement intégrée, cela suppose un « État mondial » qui, en vertu d'une quelconque procédure démocratique, aurait la priorité sur les États nationaux. Rodrik utilise dans son schéma le terme de « fédéralisme mondial » pour exprimer cela. Il suffit cependant de s'imaginer un instant ce que signifierait un processus qui, partant de l'Union européenne, aboutirait – à un stade de développement « supérieur » – à des « États-Unis » couvrant toute la planète, pour se rendre compte que nous sommes à des années-lumière d'un tel État mondial. Si même la domination militaire des États-Unis ne suffirait pas à le réaliser, cela serait encore moins le cas d'un projet démocratique fondé sur l'assentiment de six milliards d'individus (qui seraient peut-être dix milliards au moment de sa concrétisation).

En revanche, si c'est la démocratie et les États nationaux que nous voulons, il faut alors renoncer à l'objectif d'une pleine intégration économique et changer radicalement le cours actuel de la politique de mondialisation. Pour Rodrik, cela nécessiterait un « nouveau compromis de Bretton Woods ». À l'ère keynésienne, l'« ancien » compromis de Bretton Woods laissait aux États nationaux la liberté de créer les institutions économiques et les dispositifs de régulation commerciale qui leur convenaient, pour autant qu'ils supprimaient certains obstacles au commerce extérieur et traitent tous leurs partenaires commerciaux sur un pied d'égalité. Ils avaient en revanche le pouvoir de contrôler les mouvements de capitaux transfrontières, et étaient même encouragés à le faire. Pour Keynes et les autres architectes de l'ordre économique de l'après-guerre, il y avait une incompatibilité entre la

plaidoyer pour un changement de cap

libre circulation internationale des capitaux et la stabilité d'une économie nationale.

Les changements que revendiquent les altermondialistes, les mouvements citoyens du Sud et du Nord et des milliers d'ONG vont dans le sens d'un nouveau compromis de Bretton Woods adapté à notre époque, avec une forte composante écologique qui n'était pas à l'ordre du jour en 1945. Les axes de revendications des mouvements critiques envers la mondialisation s'accordent avec cette indispensable préoccupation : réguler les marchés financiers ; soustraire des secteurs entiers (agriculture, investissements ou services publics) à la discipline de l'OMC ; réduire les compétences de l'OMC à la régulation du commerce transfrontière, sans aucune autre intervention sur les règles des marchés intérieurs ; supprimer les conditions économiques par lesquelles les Institutions de Bretton Woods entravent aujourd'hui une stratégie de développement économique efficace, etc. Ces revendications et les orientations qu'elles impliquent ne sont pas toutes compatibles à cent pour cent. Elles ne sont pas toutes mûrement réfléchies, mais la direction générale est la bonne. Ainsi que l'affirme Walden Bello, star des altermondialistes et directeur de *Focus on the Global South* à Bangkok, on a besoin d'une « démondialisation » afin de rendre possible une « autre mondialisation »⁵³.

6. Impérialisme « à visage humain » ?

« Nous devrions envahir leurs pays, tuer leurs dirigeants et les convertir au christianisme ! En son temps, nous n'avons pas fait le détail : nous ne nous sommes pas contentés de localiser et de punir uniquement Hitler et ses officiers supérieurs. Nous avons déversé des tapis de bombes sur des villes allemandes et tué des civils. C'était la guerre. Et aujourd'hui, c'est à nouveau la guerre. »

Ann COULTER, le lendemain⁵⁴

Un nouveau compromis de Bretton Woods est possible. La plupart des pays en développement y trouveraient leur compte, car cela améliorerait nettement leurs chances de se développer vraiment⁵⁵. Depuis la crise asiatique, les gouvernements des pays en développement résistent en partie à la libéralisation permanente que les États-Unis et les pays industrialisés cherchent à imposer. Le G-20, lancé par le gouvernement brésilien avec l'Inde et l'Afrique du Sud, et dans lequel la Chine joue également un rôle actif, exprime des points de vue qui pourraient s'inscrire dans un nouveau compromis de Bretton Woods. Celui-ci correspondrait en outre aux intérêts des grands courants altermondialistes et de nombreuses forces sociales dans les pays en développement. Enfin, bien des milieux des pays industrialisés pourraient aussi y trouver leur compte, pour des raisons matérielles (par manque de mobilité transnationale ou parce que la « camisole de force dorée » met en pièces leur sécurité économique) ou idéologiques (du fait qu'ils rejettent le darwinisme social et la cupidité militante qui caractérisent la culture de la mondialisation économique). Une synergie entre ces trois groupes peut – mais ce n'est pas certain – aboutir à suffisamment de force, d'élan et de pressions pour imposer un nouveau compromis de Bretton Woods aux élites qui donnent le ton et profitent actuellement du statu quo.

plaidoyer pour un changement de cap

Un nouveau Bretton Woods fournirait aussi une réponse claire et concrète à la question de savoir quel pourrait être le « visage humain » que les élites des pays industrialisés entendent donner à la mondialisation. Ce compromis nous rapprocherait sensiblement d'un monde plus humain, quoique un peu moins mondialisé sur le plan économique. Si les thuriféraires libéraux de la mondialisation sont fidèles à leur vision du monde et reconnaissent à tout le monde le droit à la prospérité, à l'épanouissement personnel, à la libre participation aux affaires publiques et à des chances égales, ils devraient entrer en matière sur la négociation des divers éléments d'un nouveau compromis de Bretton Woods. Le principal point litigieux reste bien entendu la politique d'intégration forcée au marché mondial, qui profite à court terme aux élites économiques des pays industrialisés. Ce qu'il convient de bien faire comprendre, c'est que cette politique nuit gravement aux intérêts à long terme des pays industrialisés, parce qu'elle creuse le fossé Nord-Sud, qu'elle risque de le transformer en un conflit politiquement « chaud » et qu'elle nous conduit tout droit à la catastrophe écologique.

Un seul monde ou des mondes ennemis ?

C'est là un scénario optimiste pour l'avenir. Ceux qui pourraient le réaliser croient à quelque chose comme un seul monde, une dignité et des droits égaux pour tous les êtres humains. Ils estiment qu'il y a effectivement de sérieux conflits d'intérêts entre les pays industrialisés et les pays en développement, de même qu'entre les élites globalement mobiles de tous les pays et le reste de l'humanité, mais qu'il reste possible de traiter ces conflits plus ou moins rationnellement.

Ce scénario optimiste n'a cependant rien d'inéluctable. Le 11 septembre 2001 a ébranlé la confiance dans le monde qu'avaient les milieux dirigeants, aux États-Unis et dans tous les pays industrialisés riches et vulnérables. Cet événement a suscité de nouveaux regards sur le monde et des fantasmes qui ont mis en question le « village planétaire ». À l'époque euphorique de la mondialisation, les marchands de rue en Bolivie, les vendeuses

au Sénégal, les paysannes dans les rizières vietnamiennes ou encore les conducteurs de pousse-pousse à Dacca étaient considérés – tout comme les courtiers en devises de Zurich – comme « parties prenantes » du capitalisme global fraîchement éclos et affranchi en 1989 du carcan de l'État. Mais depuis le 11 septembre, nombre de ces acteurs – tout au moins les marchandes sénégalaises et les *rickshaws* de Dacca – sont lourdement soupçonnés de complicité avec les pires ennemis de « notre civilisation ».

Les nouvelles images qui agitent l'opinion publique du monde occidental ont un caractère binaire : elles scindent la planète en « civilisation » et « barbarie ». Elles sont « propriétaires », en ce sens qu'elles ne fonctionnent qu'avec le logiciel mental et affectif de l'Europe et des pays issus de la colonisation européenne comme les États-Unis. C'est l'inverse du message que véhicule la notion de village planétaire. Celle-ci a également été forgée en Amérique du Nord et en Europe, mais elle trouve des adeptes bien au-delà de ces continents ; elle « englobe », alors que les nouvelles images « excluent »⁵⁶.

La guerre contre qui ?

L'establishment de la sécurité et de nombreux gouvernements occidentaux considèrent les attaques terroristes contre les tours jumelles de New York comme le début – ou l'événement fondateur – d'une nouvelle ère stratégique. Ainsi Tony Blair : « Le 11 septembre a été pour moi comme une révélation. » Ce n'était pourtant pas la première fois que des attentats terroristes faisaient des victimes civiles et que les objectifs visés se trouvaient aux États-Unis ; les activités terroristes de groupes islamistes n'étaient pas non plus une nouveauté en soi. Ce qu'il y a eu d' inédit avec le 11 septembre, « c'est qu'il a brusquement rendu visible ce que pourrait signifier l'usage d'armes de destruction massive par un groupe terroriste⁵⁷ ». On a perçu pour la première fois la possibilité d'une menace future qui pourrait avoir des conséquences bien plus graves que les attentats du 11 septembre ; ceux-ci, quoique techniquement sophistiqués, avaient été perpétrés avec des moyens conventionnels.

plaidoyer pour un changement de cap

Depuis lors, l'éventualité que des groupes terroristes coopèrent avec des États disposant d'armes de destruction massive constitue pour les États-Unis et leurs alliés la menace globale à combattre par tous les moyens. Cette menace prend à leurs yeux des dimensions apocalyptiques. « Ce qui m'a électrisé », a déclaré Tony Blair, « c'est qu'il s'agissait d'une déclaration de guerre par des fanatiques religieux prêts à mener cette guerre sans frontières. Ils ont tué 3000 personnes. Mais s'ils avaient pu en massacrer 30 000 ou 300 000, ils auraient exulté⁵⁸. »

Cette perception des choses révèle trois problèmes :

- 1) Elle a conduit Washington à réagir aux attentats par une « guerre contre le terrorisme », en donnant à l'armée la conduite des opérations au lieu de lancer la police et les services secrets à la poursuite du réseau de terroristes et de traduire les coupables en justice. L'administration Bush a déclaré comme ennemis, outre les terroristes eux-mêmes, les États qui soutiendraient des terroristes aujourd'hui ou dans le futur. Les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak relèvent de cette logique. Les opérations de guerre incluent en outre des territoires pouvant servir de refuges réels ou potentiels aux terroristes, dont les « États ratés » (*failed states*) mais aussi des régions périphériques de pays dirigés par des gouvernements amis – notamment la Somalie, certaines zones de l'Arabie méridionale, la province Nord-Ouest du Pakistan. L'armée américaine a depuis longtemps aussi dans le collimateur des « régions largement ouvertes et relativement désolées d'Afrique », qu'elle entend « protéger » contre le risque de devenir un « deuxième Afghanistan ». C'est ainsi, par exemple, que des unités spéciales américaines coopèrent avec les armées locales au Mali, au Tchad, en Mauritanie et au Niger, dans le cadre de la *Pan Sahel Initiative*. Des opérations de ce genre risquent de créer les situations mêmes qu'elles sont censées prévenir : à l'instar de ce qui s'est passé en Afghanistan, ces pays (re)tombent dans de longues guerres tribales du fait que l'on ravive d'anciens conflits, en

l'occurrence ceux qui opposaient nomades et sédentaires dans le Sahel⁵⁹.

D'après tout ce que l'on sait, le mouvement Al-Qaida n'a, depuis la chute des talibans, aucune relation avec les États incriminés. Il y a probablement moins de membres d'Al-Qaida au Mali qu'à Hambourg, au New Jersey ou à Paris par exemple. Les cadres qui ont été fait prisonniers ou se sont suicidés ne viennent pas des régions ciblées par la guerre contre le terrorisme. Ils se recrutent dans l'internationale des anciens combattants en Afghanistan, dans la diaspora musulmane en Europe, en Arabie Saoudite et au Pakistan; ils comptent même dans leurs rangs des Américains convertis à l'islam. En résumé, il apparaît que la guerre contre le terrorisme tend à rater ses ennemis et à s'en créer de nouveaux. D'où la critique, formulée à de multiples reprises aux États-Unis, que la guerre de Bush attise le terrorisme au lieu de le juguler.

- 2) La guerre contre le terrorisme ne risque pas seulement de passer à côté des terroristes du 11 septembre. Elle conduit certains États à embrasser la cause de la coalition dans le but de régler leurs propres problèmes, en s'appuyant sur l'aide américaine. Des gouvernements confrontés à des mouvements séparatistes ou à une opposition armée peuvent maintenant les combattre par tous les moyens avec la bénédiction de Washington. Cette bénédiction est d'autant plus franche que les mouvements en question ont un caractère musulman. Philippines, Indonésie, Inde, Népal, dictatures d'Asie centrale, Chine, Russie, Algérie et d'autres encore en tirent parti. La guerre contre le terrorisme s'étend ainsi à des champs de conflits qui n'ont strictement rien à voir avec le 11 septembre et les problèmes dont ces attentats procèdent. Après 1989, la communauté internationale et les États-Unis avaient plutôt poussé ces différents États à rechercher des solutions politiques avec les mouvements armés qui s'étaient généralement formés en raison même du comportement des gouvernements en place. Les États-Unis réduisent maintenant ces efforts à néant. Cela se situe en contradiction directe avec le pro-

plaidoyer pour un changement de cap

gramme de démocratisation forcée du monde islamique, soumis par le gouvernement Bush au sommet du G-8 en juin 2004.

- 3) Avec leur interprétation apocalyptique du 11 septembre, les États-Unis et leurs alliés se soustraient enfin au devoir d'analyser les causes politiques des attentats terroristes, de bien cerner les éventuelles revendications des criminels et, tout simplement, de déterminer qui ceux-ci considèrent comme leur ennemi. Vis-à-vis de l'opinion publique, les dirigeants du monde occidental présentent souvent ces attentats comme une « attaque contre nous tous ». Une attaque qui reste « inconcevable » et dépourvue de tout motif rationnel. Il s'agit donc bien d'actes irrationnels de « fanatiques religieux » et de « nihilistes ». Du fond de leur cœur égaré, ceux-ci haïraient notre démocratie et notre culture, ou entreraient en fureur parce qu'en Occident les femmes – après deux cents ans d'industrialisation – ne sont plus la propriété de la famille, même si elles n'ont pas encore l'égalité.

On serait donc en présence de fanatiques religieux « moyenâgeux », en guerre contre des démocrates modernes, éclairés et respectueux des femmes. Cette « culturalisation » du conflit mène en réalité dans une impasse et empêche d'en comprendre les raisons. Plusieurs causes sont imputables aux États-Unis eux-mêmes : leurs interventions et leurs alliances au Proche-Orient et dans le monde islamique, le soutien accordé à des gouvernements répressifs « stables », le long flirt avec le fondamentalisme islamique puis sunnite que la Maison Blanche a longtemps considéré comme un rempart contre le panarabisme nassérien, la gauche arabe, l'OLP et la révolution iranienne. À cela s'ajoute le parti pris unilatéral des États-Unis pour les gouvernements israéliens dans le conflit avec les Palestiniens. Il y a enfin la solide amitié avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, qui a, financièrement et militairement, permis le grand *djihad* contre l'Union soviétique en Afghanistan – une performance stratégique dont l'administration américaine est, aujourd'hui encore, très fière⁶⁰.

Une autre cause à prendre en considération est la situation vécue par les immigrants musulmans en Europe. Leur intégration a subi de graves revers ; elle se trouve encore compliquée par l'hostilité contre l'islam, qui a augmenté ces dernières années sous l'impulsion des partis de droite. La ré-islamisation à connotation politique d'immigrants turcs, arabes et pakistanais est la conséquence de cette problématique.

Ces causes, bien sûr, n'excusent pas le meurtre de 3000 femmes de ménage, techniciens du bâtiment ou employés censés payer symboliquement les méfaits des « croisés ». Et le travail à effectuer pour y remédier ne délie pas de l'obligation de mettre les terroristes eux-mêmes hors d'état de nuire. Cependant, la seule défense réaliste des États-Unis et des autres pays occidentaux contre les attentats terroristes de ce genre consiste, comme l'a écrit l'éditorialiste américain William Pfaff le jour de l'attentat, en un « effort sérieux, permanent et courageux de trouver des solutions politiques aux conflits nationaux et idéologiques dans lesquels les États-Unis [et l'Europe] sont impliqués⁶¹ ».

« Choc des civilisations » ou « civilisation contre barbarie » ?

Une grande partie de l'opinion publique occidentale interprète le conflit matérialisé par le 11 septembre comme un affrontement entre les cultures islamique et chrétienne. L'univers mental des combattants d'Oussama Ben Laden, qui se considèrent comme l'avant-garde du combat contre l'impérialisme des « croisés » et des « sionistes », semble confirmer cette interprétation. Les journalistes se réfèrent souvent aux thèses de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations », qui aurait pris le relais de l'affrontement des idéologies. Après le 11 septembre, la propagande grossière contre l'islam est tombée sur un sol fertile ; en Europe, elle s'est intensifiée. Une partie de la droite américaine crie vengeance contre l'islam et préconise – comme Ann Coulter, citée en exergue – une seconde croisade pour christianiser les musulmans de force⁶². En Europe, des partis de droite suscitent une

plaidoyer pour un changement de cap

agitation analogue contre l'islam et les immigrants de confession islamique⁶³.

La critique fondamentale à l'égard des thèses de Huntington s'applique aussi à l'idée que le 11 septembre serait l'expression d'un conflit entre le monde chrétien et le monde islamique. Or, les « cultures » ou les « civilisations » ne sont pas des entités agissantes ni les acteurs des relations internationales. Les hommes ne sont pas esclaves de leur « culture », mais tous différents les uns des autres. Au sein d'une société comme entre des sociétés, les conflits résultent d'intérêts antagonistes qui traversent les religions et les cultures de part en part. Il est toutefois possible de donner à des conflits d'intérêts aigus une charge religieuse ou culturelle, qui permettra de dresser les gens les uns contre les autres au nom de la culture, de la religion ou du peuple. Celui qui interprète les conflits de ce monde comme un « combat des civilisations » et agit en conséquence, risque bien de provoquer cela même qu'il affirme vouloir conjurer.

Les gouvernements des États-Unis et de leurs alliés d'Europe occidentale prennent en général leurs distances par rapport à l'interprétation culturelle de la guerre contre le terrorisme, et soulignent régulièrement qu'ils ne sont pas en guerre contre l'islam. Ils parlent plus volontiers d'un conflit entre civilisation et barbarie. Dans le discours qu'il a tenu le jour de l'entrée des troupes américaines en Irak, George Bush a dit : « Il y a une ligne de partition dans notre monde : non entre nations, non entre religions et cultures, mais entre deux visions de la justice et de la valeur de la vie. [...] Il n'y a pas de terrain neutre dans le combat entre la civilisation et la terreur, [...] le bien et le mal, la liberté et l'esclavage, la vie et la mort⁶⁴. »

Les fondements intellectuels de ce combat entre « la vie et la mort » sont alimentés par toutes sortes de théories qui établissent des analogies avec la lutte des démocraties contre le fascisme⁶⁵. Le monde se dirigerait ainsi vers un nouveau conflit global avec des forces qui incarnent la révolte contre la modernité et les Lumières. Selon ces théories, le monde islamique abriterait des forces politiques réactionnaires qui, à l'instar des fascismes européens et japonais, tenteraient de détruire la modernité avec des moyens modernes. Dans l'autre camp se

trouverait « l'idée légitime de l'Occident », c'est-à-dire les démocraties libérales du monde, dont les « fragiles démocraties d'Asie » feraient également partie. C'est surtout dans le monde islamique que ce conflit, qui traverse les cultures, devrait être mené à l'avenir⁶⁶.

Cette analyse a aussi ses partisans en Europe. Lors du sommet du G-8 en 2004, Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères, a assuré au président américain que l'Allemagne avait une vision analogue du monde, en dépit de toutes les divergences sur la guerre en Irak : la terreur islamiste est le nouveau totalitarisme et la plus grande menace globale⁶⁷.

Nous ne nous prononcerons pas sur le rapprochement, discutable, entre islamisme et fascisme. Mais lorsque des gouvernements occidentaux vendent la « guerre au terrorisme » comme une reprise de la lutte contre le fascisme ou le totalitarisme, nous sommes en présence d'une propagande qui déforme la réalité de façon grotesque. Certes, des terroristes islamistes peuvent perpétrer des attentats horribles, aux États-Unis ou ailleurs. Mais ils ne constituent pas un défi stratégique, car ils ne disposent pas des moyens nécessaires pour déstabiliser des États islamiques et encore moins les nations les plus puissantes de la planète. Les grands partis fondamentalistes sunnites se sont distancés d'Al-Qaïda et d'autres sectes islamistes violentes ; ils poursuivent de tout autres stratégies pour gagner de l'influence dans leurs sociétés. Et lorsqu'ils sont au pouvoir comme en Turquie, le souci même d'y rester les oppose à Al-Qaïda. Le fondamentalisme chiïte et le gouvernement iranien y sont de toute manière hostiles.

Quant aux « États voyous », ils ne constituent pas davantage une menace stratégique pour l'Occident. Aussi capricieux, cruels et arrogants soient-ils, leurs dirigeants ne sauraient être de nouveaux « Hitler », du simple fait qu'ils ne possèdent même pas l'appareil industriel, technologique et financier d'un petit État comme la Suisse. La différence est capitale entre des assassins qui sont aux commandes d'un grand État moderne et industrialisé, et ceux qui dirigent un pays de moyenne envergure du tiers monde. La propagande qui compare les attentats du 11 septembre ou l'Irak de Saddam Hussein à la menace fasciste des années 30 est dénuée de tout fondement.

plaidoyer pour un changement de cap

Mandat pour un nouvel « impérialisme libéral »

Ces scénarios catastrophistes témoignent, en fait, de peurs qui vont bien au-delà du conflit avec les terroristes du 11 septembre. Faut-il voir dans Al-Qaida un simple avant-goût de la révolte des « damnés de la terre » contre les îles scintillantes de richesse qui parsèment la planète? Les pays industrialisés seraient-ils à même de résister à la colère et au désespoir des milliards de laissés-pour-compte de la mondialisation, si ceux-ci disposaient d'un encadrement politique et militaire? Ce genre de questions occupe sans doute le subconscient d'une partie des élites occidentales depuis le 11 septembre 2001.

Cette problématique se reflète également dans les évaluations géostratégiques menées par les spécialistes de la sécurité des pays industrialisés, réflexions qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'idée d'un marché mondial aux vertus fédératrices. Comme le formule l'armée américaine, il y a en Asie, en Afrique et en Amérique latine des « trous » dans le tapis de la mondialisation. Ces territoires connaissent « gouvernements répressifs, pauvreté et maladies, massacres et conflits chroniques, qui engendrent de nouvelles générations de terroristes ». Selon cette analyse, les pays émergents forment des « points de jonction » entre ces trous et le « cœur de la mondialisation » que constituent les pays industrialisés. Ils ont donc un rôle essentiel à jouer dans la défense des pays riches et servent également de bases stratégiques pour les interventions de rappel à l'ordre dans les « trous »⁶⁸.

On considère pour le moment ces « États jonctions » comme des territoires amis pouvant servir de points d'appui pour des interventions contre l'ennemi. Les milieux de la sécurité se demandent toutefois s'ils « resteront de notre côté ou agiront contre nous à l'avenir ». Robert Cooper, conseiller de Tony Blair en matière de politique étrangère, envisage par prudence qu'ils pourraient éventuellement se tourner « contre nous ». Le monde de Cooper est divisé en trois zones : *premièrement*, une zone « pré-moderne » caractérisée par l'implosion de l'État et une « guerre tous azimuts », comparable aux « trous » de l'armée américaine ; *deuxièmement*, la zone « traditionnelle » : les pays émergents qui donnent la priorité absolue à

leurs intérêts nationaux et manifestent des tendances impérialistes comme les pays européens au XIX^e siècle ; d'où la menace qu'ils peuvent constituer pour la *troisième* zone « postimpériale et postmoderne », formée par les États à la pointe de l'évolution et dont les relations pacifiques sont régies par des lois. Cooper y classe l'Union européenne et, avec des réserves, les autres pays du monde occidental⁶⁹.

Dans la logique de ce regard sur le monde, les classes dirigeantes des États-Unis et de quelques autres pays occidentaux estiment que le « rétablissement de l'ordre » ou la « reconstitution d'un ordre mondial d'États nationaux stables » constitue la grande mission politique de notre époque ; cela, en pensant essentiellement aux « trous » ou à la « zone des États pré-modernes »⁷⁰. Elles considèrent que cette mission ne saurait être accomplie par les moyens traditionnels de la coopération internationale ou via le système des Nations unies ; en lieu et place, elles préconisent un nouvel impérialisme.

Ce nouvel impérialisme est pavé de bonnes intentions. Il doit non pas servir des intérêts particuliers ou satisfaire une morgue raciale, comme les impérialismes d'autrefois, mais, ainsi que l'affirme Cooper, être acceptable pour un monde régi par les droits de l'Homme et les valeurs cosmopolites, donc « libéral ». Et qui, sinon les États-Unis, pourrait mettre en œuvre cet « impérialisme libéral »⁷¹ ? Dans un plaidoyer en faveur des États-Unis comme « impérialistes contre leur gré », Sebastian Mallaby, chroniqueur au *Washington Post*, prétend qu'il n'y a guère d'autres alternatives susceptibles de fonctionner. Selon lui, l'aide au développement a été la solution de rechange adoptée jusqu'à présent, mais elle a échoué dans sa mission de sortir de la misère les pays souffrant de dysfonctionnements, surtout en Afrique subsaharienne. Mallaby espère que le nouvel impérialisme atteindra les objectifs manqués par l'aide au développement. On peut se demander sur quoi il fonde cette confiance – sur des réussites du colonialisme européen qui nous auraient échappées ? Cette option pour un nouvel impérialisme est également soutenue par des libéraux comme le Canadien défenseur des droits de l'Homme Michael Ignatieff, qui en attend une attitude plus énergique des États-Unis contre les génocidaires⁷².

plaidoyer pour un changement de cap

Il est significatif que Mallaby et d'autres champions de cet impérialisme d'un nouveau genre à vocation altruiste, embellissent l'impérialisme à l'ancienne. Cooper écrit qu'autrefois le moyen le plus logique et usuel d'affronter le chaos était la colonisation. Ignatieff croit que l'ancien impérialisme avait une mission civilisatrice, « dans le but d'inculquer aux tribus et aux races dites inférieures une vie d'autodiscipline »⁷³. Il critique, certes, l'arrogance inhérente à une telle mission, mais, en faisant de l'impérialisme une école des vertus calvinistes, il transforme la réalité : pour les peuples dominés, l'impérialisme a signifié la destruction du tissu social, le vol des meilleures terres agricoles, l'esclavage et le travail forcé – ce qui est assez loin d'une « vie d'autodiscipline ». Pour un auteur comme Kaplan, l'impérialisme est « la forme de protection la plus ordinaire et fiable pour des minorités ethniques et d'autres communautés confrontées à des agressions violentes » ; à preuve, par exemple, la protection dont les Juifs ont bénéficié sous l'Empire ottoman. Une jolie histoire, mais qui n'est pas celle de la conquête du monde par les Européens ni celle de la colonisation ! Cette dernière n'a pas apporté « l'ordre » aux sociétés assujetties et exterminées, mais elle les a précipitées dans un « chaos » dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui⁷⁴.

Les apôtres du nouvel impérialisme ont à cœur que celui-ci ne montre aucune faiblesse. Dans son ouvrage programmatique, *Warrior Politics*, Kaplan conseille aux dirigeants des États-Unis et à leurs alliés d'adopter une éthique plutôt « païenne » que « chrétienne » face aux hordes de jeunes fanatiques et despotes imprévisibles qui menacent les démocraties occidentales. Cooper demande que l'on applique des règles différentes pour les relations avec des États et des forces de la zone moderne et pour celles avec la zone prémoderne : « Entre nous [postmodernes], les relations se fondent sur des lois et sur une coopération ouverte en matière de sécurité. » À l'égard des autres, « nous devons revenir aux méthodes plus rudes d'autrefois : force, attaques préventives, ruse. [...] Quand nous opérons dans la jungle, il faut appliquer les lois de la jungle. » La « jungle » de Cooper englobe tout ce qui n'est pas l'Occident. On ne voyait pas les choses autrement à

l'ère de l'impérialisme européen, qui remonte d'ailleurs à moins d'un siècle.

Ce climat nourrit des fantasmes selon lesquels une expédition militaire résolue organisée par le « bon » impérialisme pourrait résoudre une grande partie des problèmes qui affectent la planète. Cela, en tout cas mieux que les laborieux processus d'émancipation sociale et politique en cours dans les différents pays, ou que les négociations multilatérales, efforts diplomatiques et autres formes de coopération internationale. La guerre contre le terrorisme a, en fait, pour mission d'imposer par les armes à la fois l'économie de marché, la démocratie et les droits de l'Homme. Elle doit instaurer l'ordre et protéger l'empire de la mondialisation, mais seulement de cas en cas, car même les ressources réunies des États-Unis et du monde industrialisé ne suffisent pas pour intervenir partout où l'on flaire un danger.

Croire que ces désordres complexes dans les pays en développement – dus pour une part à des causes internes et pour une autre à d'anciennes ingérences de l'extérieur – peuvent être réglés par des interventions militaires, c'est oublier que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie ont le souvenir des catastrophes et des humiliations déshonorantes qu'ont représentées pour elles les incursions des armées européennes et des pays colonisés par des Européens. Quand George Bush se demande « pourquoi ils nous haïssent » même dans l'Amérique latine chrétienne, il trouverait facilement la réponse dans l'histoire de ces interventions, si cela l'intéressait vraiment. Notre thuriféraire de l'impérialisme libéral Michael Ignatieff met d'ailleurs en garde contre le risque que ces interventions nécessaires ne portent atteinte aux aspirations à l'autodétermination ; il rappelle à cet égard la défaite américaine au Vietnam.

Le déroulement des interventions en Afghanistan et en Irak en constitue la parfaite illustration : même un « impérialisme de libération », qui élimine des despotes haïs, ne résout pas les problèmes sociaux qui sont à l'origine d'un gouvernement dictatorial. C'est particulièrement frappant en Afghanistan : après que l'Alliance du Nord ait pu prendre Kaboul avec le soutien américain, le monde entier a vu des images d'hommes se rasant la barbe, de femmes enlevant la *burqa*,

plaidoyer pour un changement de cap

de la musique jouée en public ; on croyait assister à une immense fête de libération. Deux ans plus tard, les femmes se voilent comme autrefois et beaucoup d'Afghanes et d'Afghans vivent dans la peur : peur des dirigeants de l'Alliance du Nord, peur d'autres seigneurs de la guerre, peur d'une vengeance des talibans qui ont recouvré des forces.

Le nouvel impérialisme suscite de fortes résistances partout dans le monde. Certains pays européens ont même pris le risque d'offenser les États-Unis à la veille de la guerre en Irak. Le Conseil de sécurité de l'ONU a sauvé l'honneur en refusant de donner son aval à une guerre en Irak justifiée par un tissu de mensonges. Depuis que les défenseurs américains de la civilisation contre la barbarie en Irak soumettent notoirement le peuple libéré à la torture, la notion même d'impérialisme libéral est discréditée à travers la planète.

On constate après coup que tout le monde est prisonnier du nouveau chaos créé par les États-Unis. Un retrait rapide des puissances occupantes ne ferait sans doute qu'empirer la situation pour les populations afghane et irakienne. Le statu quo n'est pas drôle non plus, et peut conduire à la catastrophe. Un semi-protectorat de l'OTAN s'instaure actuellement en Afghanistan, sous l'impulsion d'une Allemagne soucieuse de s'acquitter des fautes qu'elle a commises en relation avec la guerre en Irak. Le gouvernement suisse envisage d'y participer. En Irak, les États-Unis ont obtenu un mandat de l'ONU pour une sorte de protectorat de stabilité destiné à prévenir une guerre civile. Ces deux protectorats pourraient prendre fin lorsque les forces d'intervention auront épaulé et armé le parti autochtone qui se montre le plus apte à réprimer ses concurrents, à rétablir l'ordre et à satisfaire les exigences occidentales. Le cycle des problèmes conduisant à l'implosion de l'État reprendrait alors de plus belle.

Il est essentiel que le gouvernement des États-Unis fasse l'expérience des résistances à la militarisation de sa politique mondiale. Des pressions extérieures sont indispensables pour le contraindre à des mesures correctives. Quelle que soit l'arrogance du nouvel impérialisme, il faut absolument continuer de travailler à la légalisation des relations internationales, au renforcement des institutions multilatérales et à un équilibrage des pouvoirs en faveur des pays en développement.

L'Europe pourrait jouer un rôle important dans ce domaine, mais ses élites ont – après le 11 septembre – une vision du monde analogue à celle des États-Unis; la peur du «Sud» sème aussi le trouble dans leurs plans. Les travaux visant à mettre sur pied une quelconque troupe d'intervention militaire européenne censée opérer à l'ombre des «impérialistes malgré eux», en sont l'une des conséquences. La nouvelle politique de l'Union européenne prévoit de subordonner toutes les relations extérieures à l'aspect sécuritaire, en particulier la coopération au développement et la politique Nord-Sud – malgré les protestations de toutes les grandes organisations d'entraide européennes.

Il va de soi que le facteur déterminant sera finalement l'évolution de la politique intérieure menée par les États-Unis et les autres pays industrialisés. Si Bush est réélu, il faudra s'attendre à quatre nouvelles années perdues, au cours desquelles la puissance dominante de l'Occident continuera d'attiser de façon irresponsable toutes sortes de conflits internationaux. Mais il ne suffira pas d'un «changement de régime» aux États-Unis pour mettre fin automatiquement à la politique de la peur. Des transformations importantes devront aussi se produire dans la politique intérieure des grands pays industrialisés. Pour repousser l'«impérialisme à visage humain», pour préparer un nouveau compromis de Bretton Woods et, *last but not least*, pour vaincre le «terrorisme».

Notes

1. Hernán DE SOTO, *The Mystery of Capital. Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, 2000, p. 191.
2. Vargas Llosa a perdu les élections contre Alberto Fujimori. Celui-ci rejetait le programme économique de l'écrivain durant la campagne électorale, mais l'a réalisé en grande partie une fois élu président. Selon Vargas Llosa, il a eu le soutien de la droite et d'une bonne partie du patronat, qui saluèrent en Fujimori « le Pinochet qu'ils espéraient secrètement ». Vive le capitalisme réellement existant d'Amérique du Sud ! Voir Mario VARGAS LLOSA, *Le Poisson dans l'eau*, Paris, Gallimard, 1995.
3. *Establishment radicalism* est le terme utilisé par Pasuk PHONGPAICHTIT et Chris BAKER, *Thailand's Crisis*, Chiang Mai (Thailand), 2000, p. 234.
4. Amy Chua, de la Yale Law School, accuse : « Les États-Unis exportent d'une manière agressive un modèle de capitalisme que les nations occidentales elles-mêmes ont abandonné il y a un siècle. » Combiné à la forme la plus crue de démocratie, ce paquet est imposé aux « pays les plus pauvres, les plus frustrés, les plus instables et les plus désespérés » ; il constitue un excellent moyen de les déstabiliser. Voir Amy CHUA, *World on Fire. How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability*, New York, 2003, p. 195.
5. En 1998, la première campagne mondiale via Internet a fait capoter l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) de l'OCDE. Les pays industrialisés voulaient contourner par ce traité la résistance des pays en développement contre un accord analogue au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
6. Il est étonnant de voir avec quelle candeur nos élites parlent de mondialisation ou de capitalisme « à visage humain ». Dans les années 1960, l'objectif des réformateurs communistes tchèques était un « socialisme à visage humain », ce qui sous-entendait que le socialisme non réformé était un régime inhumain. Doit-on en conclure que, dans leur esprit, la mondialisation ou le mode de fonctionnement actuel du capitalisme débridé sont eux aussi inhumains ?
7. C'est Samuel Huntington qui a lancé la formule : « L'Occident contre le reste », dans son essai décrié : « Le choc des civilisations » (1993), dont il a ensuite fait un ouvrage. Voir *Foreign Affairs*, Vol. 72, n° 3, Summer 1993, p. 39.
8. Cet autocollant était vendu aux automobilistes dans les années 1990. Cit. in Carl AMERY, *Hitler als Vorläufer. Auschwitz – der Beginn des 21. Jahrhunderts?*, München, 1998, p. 184.
9. Marina OTTAWAY, *Democracy Challenged. The Rise of Semi-Authoritarianism*, Washington, 2003.
10. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié en 2004 un rapport à ce sujet. Voir Warren HOGE, « Latin Americans down on democracy, UN finds », *International Herald Tribune*, 21 avril 2004.

plaidoyer pour un changement de cap

11. Voir le *World Wealth Report* annuel de Capgemini et Merrill Lynch. Les chiffres cités concernent 2003 et sont tirés du rapport 2004 www.ml.com/about/press_release/20040615-1_world_wealth_pr.htm.
12. Shlomo Yitzhaki et Branko Milanovic, *Decomposing World Income Distribution: Does the World Have a Middle Class?*, 2001. <http://econ.worldbank.org/view.php?type=5&id=1423>. Yitzhaki et Milanovic utilisent des données de 1993. Une mise à jour de ces chiffres déplacerait les limites de revenus entre les classes, avec une légère diminution de la plus basse au profit de la classe moyenne, en raison de l'évolution survenue en Chine et en Inde.
13. En dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord, la pyramide des classes est aussi une « pyramide des races ». Voir par exemple l'historien Pontinan Godfrey Okoth de l'Université Maseno au Kenya : « La minorité blanche occupe le pôle de la richesse, alors que la majorité des autres races occupe le pôle de la pauvreté », *Sunday Nation*, Nairobi, 18 janvier 2004, p. 12.
14. Joseph E. STIGLITZ, *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 2003, p. 48.
15. Voir Lisa STADLER et Uwe HOERING, *Das Wasser-Monopoly. Von einem Allgemeingut und seiner Privatisierung*, Zurich, 2003.
16. Joseph E. STIGLITZ, *op. cit.*, p. 58. Ce Prix Nobel d'économie a été de 1993 à 1997 membre et président du National Economic Council de l'administration Clinton.
17. Thomas L. FRIEDMAN, *The Lexus and the Olive Tree. Understanding Globalization*, New York, 1999, p. 285. L'annonce de Merrill Lynch cite Friedman, p. XIII.
18. Voir Ulrich BECK, *Was ist Globalisierung? Irrtümer des Globalismus – Antworten auf Globalisierung*, Frankfurt a/Main, 1997, p. 26.
19. Robert D. KAPLAN, *Warrior Politics. Why Leadership Demands a Pagan Ethos*, New York, 2003, p. 119.
20. Henry Kissinger, conférence au Trinity College, Dublin, 12 octobre 1999, cit. in Chakravarthi RAGHAVAN, *Statement on behalf of Third World Network*, October 25, 1999, Committee of the Whole (in preparation of UNCTAD-X), www.twinside.org.sg/title/unctad2-cn.
21. Bill EMMOTT, *Vision 20/21. Die Weltordnung des 21. Jahrhunderts*, Frankfurt a.M., 2003, pp. 32 ss.
22. Le best-seller de Daniel YERGIN, *The Commanding Heights. The Battle Between Government and the Marketplace that is Remaking the Modern World*, New York, 1998, présente la mondialisation comme le résultat d'un « combat de libération » de l'homo œconomicus pour échapper à l'étreinte mortelle de l'État.
23. Anne KRUEGER, « Educating globalization's Luddites », *Financial Times*, 16 avril 2004.
24. « The case for globalization », *The Economist*, 23 septembre 2000, p. 17.
25. Branko MILANOVIC, « The Two Faces of Globalization: Against Globalization as We Know It », *World Development*, Vol. 31, N° 4, 2003, p. 667.

26. Cette critique et la crise asiatique ont conduit à remanier le consensus de Washington. La nouvelle formule se caractérise par une série d'exigences complémentaires. On ne demande plus seulement une politique économique d'ouverture et de dérégulation, mais aussi la mise en place d'une multitude d'institutions. Jessica Einhorn, ancienne directrice administrative de la Banque mondiale, reproche à celle-ci une définition tautologique du développement : « Soutenir que les pays en développement ont besoin de politiques orientées vers le marché, d'environnements macro-économiques stables, d'investissements importants dans le capital humain, d'indépendance judiciaire, de marchés des capitaux ouverts et transparents, de structures d'entreprises fondées sur le capital-actions et attentives aux valeurs modernes de leurs actionnaires, cela revient à dire qu'il faut être développé pour le devenir. » Voir Jessica EINHORN, « The World Bank's Mission Creep », *Foreign Affairs*, September/October 2001, Vol. 80, n° 5, p. 31.
27. John TOYE, *Dilemmas of Development. Reflections on the Counter-Revolution in Theory and Policy*, Oxford (UK), 1987, p. 141. Toye était alors directeur du célèbre Institute of Development Studies de l'Université du Sussex.
28. Banque mondiale, *The State in a Changing World. World Development Report 1997*, Washington/New York. Voir les tableaux 1.2 et 1.3 en pp. 22ss. Il y a de grandes disparités régionales ; ainsi, la forte baisse de la quote-part de l'État en Amérique du Sud contraste avec l'augmentation appréciable de cette quote-part en Asie méridionale.
29. Cit. in Joseph COLLINS et John LEAR, *Chile's Free-Market Miracle: A Second Look*, Institute for Food and Development Policy, Oakland CA, 1995, p. 28.
30. Voir Dani RODRIK, *The New Global Economy and Developing Countries: Making Openness Work*, Overseas Development Council, Washington, 1999.
31. Investissements directs et de portefeuille, *Reality of Aid 2000*, p. 8.
32. Mark WEISBROT, Dean BAKER, Egor KRAEV, Judy CHEN, *The Scorecard on Globalization 1980-2000: Twenty Years of Diminished Progress*, Center for Economic and Policy Research, Washington, 2001.
33. Janine R. WEDEL, *Collision and Collusion. The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe 1989-1998*, New York, 1998, p. 22.
34. Joseph STIGLITZ, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002.
35. Une redistribution égalitaire du produit mondial améliorerait considérablement le niveau de vie de la majorité des habitants de la planète. Avec une répartition uniforme, on aurait eu en 2002 un produit par habitant de 5080 dollars – une somme dont toute l'Afrique ne peut que rêver. Il est évident toutefois qu'aucun pays ou aucune région du monde ne pourrait réduire son revenu d'un facteur de deux chiffres sans déclencher un chaos politique et économique qui serait inéluctablement fatal à n'importe quel gouvernement ou État.
36. David DOLLAR/Aart KRAAY, *Growth Is Good for the Poor*, Banque mondiale, 2000.

plaidoyer pour un changement de cap

37. Walden BELLO et Stephanie ROSENFELD, *Dragons in Distress. Asia's Miracle Economies in Crisis*, Institute for Food and Development Policy, San Francisco, 1990, p. 4.
38. Étant donné que le taux de croissance démographique de l'Inde a baissé dans la même période, la croissance économique par habitant a été légèrement plus forte dans les années 1990 que dans la décennie précédente (3,7% au lieu de 3,6%). Ces chiffres sont tirés de : Banque mondiale, *Global Economic Prospects and the Developing Countries, 2002*, pp. 234 ss. Concernant la productivité et le débat sur l'Inde, voir « Who put the shine into India? », *The Economist*, 29 mai 2004, p. 76.
39. Voir Banque mondiale, *Globalization, Growth and Poverty: Building an Inclusive World Economy*, Washington, janvier 2002. La phrase citée se trouve en p. 34.
40. Dani Rodrik publie une série d'études sur des pays présentant des exemples d'intégration réussie ou ratée dans le marché mondial. Voir RODRIK, *The Developing Countries' Hazardous Obsession with Global Integration*, 2001, www.ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksgh/papers. Voir également Branko MILANOVIC, *op. cit.*, et l'étude de base d'Alice H. AMSDEN, *The Rise of the « Rest ». Challenges to the West From Late-Industrializing Economies*, New York, 2001.
41. *Newsweek*, 13 mai 1985. Cit. in Thandika MKANDAWIRE, *The Need to Rethink Development Economics*, UNRISD, 2001. Voir www.unrisd.org/engindex/research/rethink.
42. Il va de soi que l'économie du développement (en tant que branche des sciences économiques) ne s'est pas éteinte, malgré l'anathème dont elle a été frappée. Il existe quantité d'études et de critiques menées par des économistes hétérodoxes sur la situation des pays en développement. Depuis peu, on tente également d'administrer une cure de jouvence à l'économie du développement. Voir à ce sujet les actes de la conférence 2001 de l'UNRISD au Cap: « The Need to Rethink Development Economics » (www.unrisd.org/engindex/research/rethink).
43. Cit. in Ulrich BECK, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, 2003, p. 15.
44. Jean-Daniel GERBER, *The Challenge of Globalization: The Swiss Way*, discours prononcé devant la Chambre de commerce Suisse-Amérique, 21 juin 2004.
45. BALANYÁ et al., *Konzern Europa. Die unkontrollierte Macht der Unternehmen*, Zurich, 2001.
46. Voir Ronen PALAN, *The Offshore World. Sovereign Markets, Virtual Places, and Nomad Millionaires*, New York, 2003, pp. 86 ss.
47. L'expression « État promoteur de la compétitivité nationale » est utilisée par Joachim HIRSCH, *Der nationale Wettbewerbsstaat. Staat, Demokratie und Politik im globalen Kapitalismus*, Berlin, 1995.
48. Voir la critique formulée par Ulrich BRAND et al., *Global Governance. Alternative zur neoliberalen Globalisierung*, Heinrich-Böll-Stiftung et WEED, Münster, 2000.

49. L'idée d'inclure des clauses sociale et écologique dans les accords de l'OMC participe de cette conception des garde-fous.
50. Dans le système des Nations unies, le G-77 désigne le groupe des pays en développement qui comprenait 77 nations au moment où il a été formé. Le G-77 sert souvent de plate-forme commune des pays en développement dans les négociations internationales.
51. Dani RODRIK, *Feasible Globalization*, juillet 2002, www.ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksg/feas.glob.pdf.
52. Thomas L. FRIEDMAN, *op. cit.*, p. 87.
53. Voir Walden BELLO, *Deglobalization. Ideas for a New World Economy*, Londres et New York, 2002.
54. Ann Coulter est l'un des leaders d'opinion de la droite américaine. Cette citation est tirée de « This is War », 12 septembre 2001, www.anncoulter.org/columns/2001/091301.htm.
55. Cela prêterait les États insulaires et d'autres petits pays en développement dont la prospérité économique repose depuis une vingtaine d'années – souvent avec la bénédiction de la Banque mondiale – sur des opérations extraterritoriales en tout genre. Il faudrait les aider dans leur processus de conversion.
56. Voir le sociologue américain Ahmed S. AKBAR, *Islam Under Siege. Living Dangerously in a Post-Honor World*, Cambridge (UK), 2003.
57. Olivier ROY, *Les illusions du 11 septembre. Le débat stratégique face au terrorisme*, Paris, Éd. du Seuil, 2002, p. 10.
58. Toutes les citations de Tony Blair sont tirées de son discours prononcé le 5 mars 2004 pour justifier la guerre en Irak : www.number-10.gov.uk/output/page5461.asp.
59. Voir David Josar, « EUCOM slated to step up role in Africa. Stars and Stripes », 15 mars 2004, www.estripes.com/article.asp?section=article=18991&archive=true.
60. Zbigniew Brzezinski, conseiller de Jimmy Carter en matière de sécurité nationale et architecte de l'internationale islamiste contre la présence soviétique en Afghanistan, a ainsi déclaré en 1998 : « Qu'est-ce qui a été plus important dans l'histoire mondiale ? Les Talibans ou la chute de l'Empire soviétique ? Quelques islamistes surexcités ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ? », interview dans *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 1998.
61. *International Herald Tribune*, 12 septembre 2001.
62. Georges Bush a lui-même qualifié la guerre contre le terrorisme de « croisade », provoquant ainsi de vives protestations. Son administration a immédiatement corrigé le tir et proscrit l'usage de ce terme.
63. L'islam sert depuis 1989 d'épouvantail aux milieux que la fin du bloc soviétique a privés de gagne-pain et de légitimation. Voir Peter NIGGLI et Jürg FRISCHKNECHT, *Rechte Seilschaften*, Zurich, 1998, pp. 254-272, et la bibliographie de cet ouvrage.
64. David STOUT, « Bush, after a year, vows to fight on », *International Herald Tribune*, 20-21 mars 2004.

plaidoyer pour un changement de cap

65. Les théories de ce genre passent volontiers sous silence le fait que l'Union soviétique de Staline faisait partie des alliés des démocraties, car elles voient dans la révolution d'octobre une réaction contre la modernité, qui peut se comparer à la prise du pouvoir par Hitler.
66. Ian BURUMA et Avishai MARGALIT, «Seeds of Revolution», *New York Review of Books*, 11 mars 2004, pp. 10 ss.
67. Cit. in John Vinocur, «Unlikely expressions of support for Bush», *International Herald Tribune*, 8 juin 2004.
68. Jim LOBE, «Pentagon Moving Swiftly to Become "Globocop"», *Foreign Policy in Focus*, 12 juin 2003.
69. Cooper classe les États-Unis entre les États post-modernes et les États modernes, du fait qu'ils ne sont pas prêts à renoncer à leur souveraineté, comme cela devrait être possible dans un système international post-moderne. Son analyse est indirectement une réponse britannique à la thèse des néoconservateurs selon laquelle l'Europe s'est installée dans un monde idéal de paix et de droit, laissant aux États-Unis le sale travail d'exercer le pouvoir global et le maintien de l'ordre. Robert COOPER, «The New Liberal Imperialism», *The Observer*, 7 avril 2002, www.observer.guardian.co.uk/print/0,3858,4388912-102273,00.html.
70. KAPLAN, *op. cit.* p. 88 ; Michael IGNATIEFF, *Empire Lite. Nation-Building in Bosnia, Kosovo and Afghanistan*, London, 2003, p. 125.
71. À propos des impérialistes malgré eux, voir Sebastian MALLABY, «The Reluctant Imperialist», *Foreign Affairs*, mars-avril 2002, pp. 2 ss.
72. Voir IGNATIEFF, *op. cit.* Plusieurs chroniqueurs allemands manifestent également et à divers degrés de l'intérêt pour un «impérialisme de la démocratie». Voir Ulrich SPECK et Nathan SNAIDER (Hg.), *Empire Amerika. Perspektiven einer neuen Weltordnung*, Munich, 2003.
73. Cit. de Norman PAECH, «Der neue Imperialismus», *Entwicklungspolitik*, 5/6/2004, p. 63.
74. KAPLAN, *op. cit.* p. 147.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Avant-propos | |
| Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale | 7 |
| Introduction | 9 |
| Plaidoyer pour un changement de cap | |
| 1. Espoirs réduits en miettes | 15 |
| 2. Problèmes complexes | 21 |
| La crise du système étatique | 21 |
| Démocratie et droits de l'homme: des progrès fragiles | 23 |
| Politisation dangereuse des « identités » culturelles et religieuses | 24 |
| Disparités économiques | 25 |
| Inégalité | 26 |
| Le grand dilemme | 27 |
| 3. Le débat sur la mondialisation | 31 |
| Utopie libérale ou conception darwiniste de la lutte pour la survie | 32 |
| Les sciences sociales au secours du mondialisme | 34 |
| Les points de friction de la mondialisation | 36 |
| La libéralisation des mouvements de capitaux | 36 |
| Priorité donnée aux règles du marché mondial | 37 |
| Perte de contrôle démocratique | 39 |
| 4. Le développement économique par l'intégration au marché mondial? | 43 |
| De la « fausse » à la « juste » stratégie de développement économique | 44 |
| Économie axée sur les exportations | 46 |

| | |
|--|----|
| <i>La crise de la dette de 1982 était-elle une crise de la stratégie de substitution des importations?</i> | 48 |
| Investissements étrangers | 50 |
| Des effets négatifs sur la croissance économique | 51 |
| <i>Pays en transition – vers quelle destination?</i> | 52 |
| Les pays en développement qui réussissent suivent des stratégies hétérodoxes | 55 |
| L'exemple des Tigres du (Sud)-Est asiatique | 55 |
| L'exemple de l'Inde | 57 |
| L'exemple de la Chine | 59 |
| Quelle responsabilité des pays en développement? | 60 |
| Un changement de cap est nécessaire | 62 |
| 5. Gouvernance globale, États nationaux et démocratie | 65 |
| Internationalisation et dépolitisation de la politique économique | 65 |
| La démocratie dessaisie de ses prérogatives | 67 |
| L'internationalisation rhétorique de la politique environnementale et sociale | 69 |
| Institutions multilatérales: les fortes et les faibles | 70 |
| Gouvernance globale à l'européenne | 72 |
| Le « trilemme » politique de l'économie mondialisée | 73 |
| 6. Impérialisme « à visage humain »? | 77 |
| Un seul monde ou des mondes ennemis? | 78 |
| La guerre contre qui? | 79 |
| « Choc des civilisations » ou « civilisation contre barbarie »? | 83 |
| Mandat pour un nouvel « impérialisme libéral » | 86 |
| Notes | 92 |